

Economie de l'élevage



Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE

DOSSIER
MARCHÉ MONDIAL

**PRODUITS
LAI TIERS**

Année 2016
Perspectives 2017
N°480 - Juin 2017
18 €

MARCHÉS MONDIAUX DES PRODUITS LAITIERS Le grand écart



OCÉANIE
Production et exportations en retrait

MERCOSUR
Productions en net repli

ASIE
Rebond des importations

EUROPE
L'UE soulage les marchés

AMÉRIQUE DU NORD
Production et consommation dynamiques

MÉDITERRANÉE
Reprise des importations



LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Institut de l'Élevage : CARLIER Marie, CHAUMET Jean-Marc, CHOTTEAU Philippe, DANIEL Margaux, MILET Germain, RICHARD Mélanie, YOU Gérard.

CNIEL : GUYONNET Béranger, PILET Véronique, ROUYER Benoît.

Nous remercions la Direction Économie et Territoires du CNIEL pour sa contribution à la rédaction de la partie marchés (pages 6 à 9) et des événements majeurs dans l'industrie laitière en 2016

Ce Dossier Économie de l'Élevage a bénéficié du financement du Ministère de l'Agriculture (Casdar) et de la Confédération Nationale de l'Élevage.

Conception de la maquette : Béta-Pictoris (beta.pictoris@free.fr)
Mise en page et iconographie : Leila Assmann,
Crédits photos : DR Institut de l'Élevage,

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à la Centrale Lens - N° ISSN 1273-8638 - N° IE 0017501027
Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél.: 01 40 04 51 71
Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>



Marchés mondiaux des produits laitiers. Le grand écart

En 2016 comme en 2015, l'Union européenne a été au cœur de l'équilibre des marchés des produits laitiers. En 2015, le tsunami laitier déclenché par la suppression des quotas s'est échoué sur une demande internationale stagnante, coulant les marchés des ingrédients laitiers. La chute des prix payés aux producteurs a provoqué, avec retard, un fort reflux de la production laitière européenne. La plupart des éleveurs levèrent le pied, contraints par leur laiterie ou par leur banquier (faute de trésorerie). La production laitière a aussi reculé chez les principaux exportateurs de l'hémisphère Sud (Argentine, Australie, Nouvelle-Zélande, Uruguay) où les éleveurs eurent en outre à subir des aléas climatiques marqués. La collecte est en revanche demeurée dynamique aux États-Unis où les prix sont restés incitatifs grâce à la fermeté de la demande intérieure.

En somme, la ressource laitière des principaux bassins exportateurs a progressé marginalement en 2016, après avoir été très dynamique en 2014 et 2015. Ce retournement de situation s'est répercuté sur la production mondiale qui a progressé moins rapidement que la demande mondiale, notamment au 2nd semestre.

Ralentie en 2015 malgré la faiblesse des cours, la demande internationale en produits laitiers a retrouvé de la vigueur en 2016 avec la reprise des importations de nombreux pays déficitaires. La Russie, qui a maintenu l'embargo sur les produits laitiers européens, étatsuniens et australiens, a diversifié ses fournisseurs faute de disponibilités suffisantes en Biélorussie (envers laquelle les autorités sanitaires russes ont imposé des restrictions pour raisons sanitaires depuis mai 2017). La Chine a partiellement rétabli ses importations, mais les a surtout diversifiées avec davantage de beurre, de crème, de fromages et de laits infantiles. L'Asie du Sud-Est a globalement accru ses importations tandis que les pays du pourtour méditerranéen ont repris leurs achats.

Les échanges internationaux de beurre, de fromages, de poudre de lactosérum et de laits infantiles ont retrouvé de la vigueur. En revanche, ceux de poudres grasses ont marqué le pas et ceux de poudre de lait écrémé ont fléchi, malgré l'offre abondante. D'un côté la forte demande internationale en matière grasse laitière a rapidement résorbé les stocks (beurre et fromages) accumulés en 2014 et 2015, puis enflammé les cours sur un marché en quasi pénurie au 1^{er} semestre 2017. De l'autre, la demande toujours timide en protéines laitières a pesé sur les cours, d'autant qu'elle n'a pas permis de résorber le surstock de poudre maigre (essentiellement placé à l'intervention dans l'UE).

Cette évolution duale des marchés handicape toujours le redressement du prix du lait (encore trop faible pour les éleveurs), mais a toutefois modestement relancé la production laitière européenne, plus que jamais au cœur de l'équilibre des marchés. Cette situation, contrastée et inédite, s'annonce compliquée à gérer pour les transformateurs qui disposeront d'une ressource laitière plus abondante au 2nd semestre 2017 dans la plupart des grands bassins excédentaires. Elle devrait limiter la hausse du prix du lait dans l'UE.

SOMMAIRE

2/ LES MARCHÉS MONDIAUX
DES PRODUITS LAITIERS
Évolution contrastée malgré le reflux
européen et le réveil de la demande

24/ MERCOSUR
Productions en net repli

10/ OCÉANIE
Production et exportations en retrait

28/ EUROPE
L'UE soulage les marchés

14/ ASIE
Rebond des importations

32/ MÉDITERRANÉE
Reprise des importations

20/ AMÉRIQUE DU NORD
Production et consommation
dynamiques

1 LES MARCHÉS MONDIAUX DES PRODUITS LAITIERS



Évolution contrastée malgré le reflux européen et le réveil de la demande

En 2016, la production laitière mondiale a modestement progressé, moins vite que la demande mondiale en produits laitiers, notamment au 2nd semestre.

Ce retournement de situation a contribué au redressement des cours, en premier lieu du beurre et des fromages.

Les échanges internationaux ont retrouvé de la vigueur. Ils ont surtout progressé pour le beurre et les fromages. En revanche, la demande internationale en protéines laitières est restée convalescente : la Chine a modéré ses achats et de nombreux pays exportateurs de matières premières ont réduit leurs importations faute de devises.

PRODUCTION MONDIALE

Estimée à 817 millions de tonnes toutes espèces confondues en 2016, la production laitière mondiale a progressé faiblement de 1,1% /2015 (+9 millions de tonnes) selon nos estimations, au rythme de 2015 (+0,9% /2014) mais beaucoup moins qu'en 2014 (+3,5% /2013).

L'essentiel de la croissance de la production laitière repose toujours sur le lait de vache qui représente 82,5% de la production mondiale totale. Cependant, depuis 2000, elle a progressé moitié moins vite (+34%) que celle des laits issus des autres ruminants (brebis, chèvres et bufflonnes).

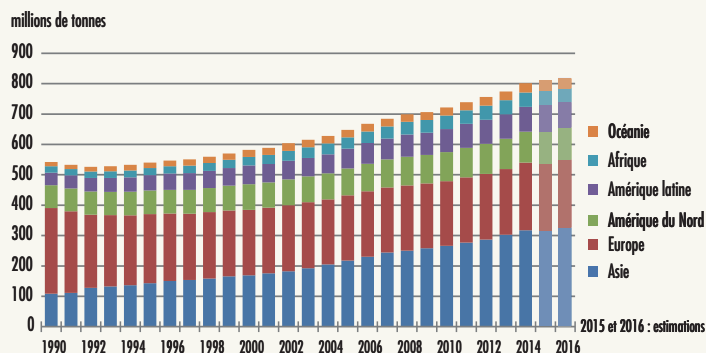
Croissance toujours forte en Asie

L'Asie joue toujours un rôle central dans la croissance de la production laitière mondiale : +10 millions de tonnes de lait en 2016 (+3% /2015), surtout en Inde (+7,4 millions de tonnes de lait soit +5% /2015) qui conforte sa position de 1^{er} producteur mondial (160 millions de tonnes). La production progresse plus modérément au Pakistan et en Turquie, deux autres grands pays laitiers. En revanche, elle a fléchi en Chine, de 4% d'une année sur l'autre.

Le continent asiatique, Chine en tête, a absorbé à lui seul, 58% des échanges internationaux en 2016 selon la FAO, pour couvrir un déficit estimé à 33 millions de tonnes équivalent lait. Le degré d'autosuffisance de l'Asie s'est stabilisé à 90% depuis 2015, sous l'effet d'un ralentissement de la croissance des importations, après s'être effrité sans interruption depuis le début du nouveau millénaire.

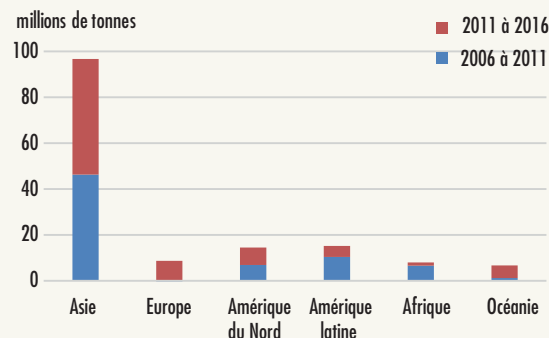
Malgré cela, la consommation moyenne par habitant y demeure faible, estimée à 80 litres en 2016, avec de grands écarts selon les pays et les catégories sociales. Elle a, en moyenne, légèrement progressé de 1 l/hab./an en 2015 et 2016, après un rythme plus soutenu entre 2010 et 2014 impulsé alors par la Chine.

PRODUCTION LAITIÈRE DANS LE MONDE



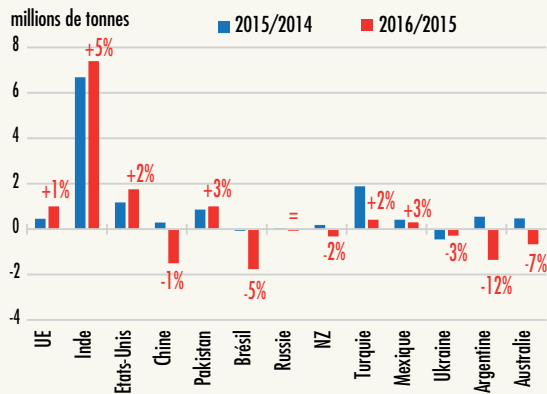
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FAO & FIL

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION SELON LES CONTINENTS



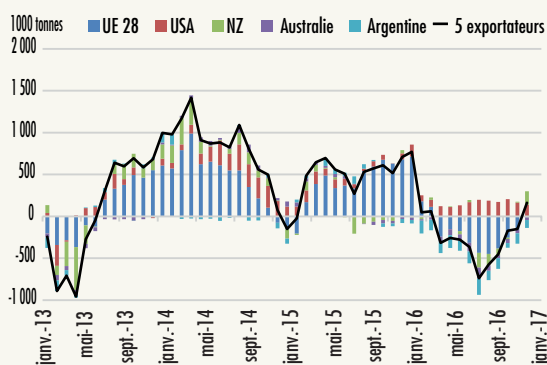
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FAO

ÉVOLUTION ANNUELLE DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PAYS



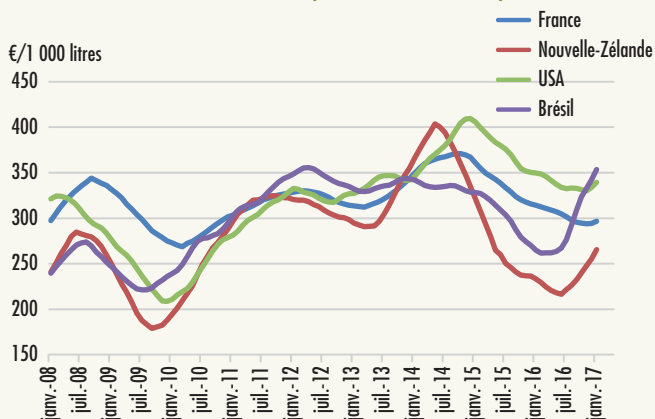
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FAO

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE DES 5 PRINCIPAUX EXPORTATEURS (ARGENTINE, AUSTRALIE, ETATS-UNIS, NOUVELLE-ZÉLANDE, UE)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Sources nationales

PRIX DU LAIT À LA PRODUCTION (12 MOIS GLISSANTS)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Sources nationales

Évolution contrastée entre l'Amérique du Nord et du Sud

En Amérique du Nord, la production a progressé rapidement aux États-Unis (+2% /2015), stimulée par le dynamisme de la demande intérieure notamment en matière grasse laitière (276 litres/hab.). En revanche, l'Amérique centrale, Mexique en tête, est toujours plus déficitaire en produits laitiers, surtout importés des États-Unis, malgré une croissance régulière de sa production.

En Amérique du Sud, la production laitière a globalement reflué (-4% /2015) : principalement en raison de conditions climatiques défavorables en Argentine, en Uruguay, comme au Brésil. Les échanges extérieurs ont peu varié et ce sous-continent est demeuré très légèrement excédentaire grâce à l'Argentine et à l'Uruguay. La consommation de produits laitiers y a reculé de 15 litres en un an à 155 litres/hab. en moyenne.

La production laitière piétine toujours **en Afrique** (46 millions de tonnes) où elle est encore essentiellement autoconsommée, donc difficile à évaluer. Elle ne suit pas la demande plutôt soutenue en Afrique du Nord, ni le dynamisme démographique de ce continent. Aussi la consommation moyenne par habitant recule toujours (de 50 litres en 2010 à 45 litres en 2016) d'autant que les importations, presque 20% de la consommation du continent, ont aussi reculé, passant sous la barre des 10 millions de tonnes équivalent lait. Ce sont les pays d'Afrique du Nord (Algérie, Egypte) qui en importent l'essentiel, suivis de l'Afrique de l'Ouest, Nigeria en tête.

Croissance faible en Europe

En Europe du Nord et de l'Ouest, la production laitière a globalement peu progressé (+0,6% /2015 à 224 millions de tonnes), exclusivement dans l'UE-28. Elle a été stationnaire en Russie et Biélorussie, et continué de décliner en Ukraine. Le continent européen maintient son excédent de production (110% en 2016). La consommation, globalement mature, augmente faiblement de 1 à 2 litres équivalent lait par habitant, à 272 litres (moyenne 2016).

En Océanie, la production a fléchi de 3% /2015 à moins de 31 millions de tonnes de lait en 2016, sous l'effet de conditions climatiques défavorables : sécheresse en Australie et pluviométrie excessive en Nouvelle-Zélande.

Croissance négligeable dans les grands bassins exportateurs

Les cinq principaux bassins laitiers exportateurs (Argentine, Australie, États-Unis, Nouvelle-Zélande et UE), qui approvisionnent 80% du marché mondial, n'ont produit que 400 000 t de lait supplémentaire en 2016 ; soit une contribution marginale à la croissance mondiale : 5% en 2016 contre 45% en 2014. Elle a été contrastée : positive au 1^{er} semestre et négative au 2nd semestre. Sur l'année, le dynamisme de la production étatsunienne et la faible croissance de celle de l'UE ont tout juste compensé les reculs de production dans les trois autres pays de l'hémisphère Sud.

Le fort ralentissement de la collecte européenne, de -2,5% /2015 au 2^{ème} semestre, a contribué au redressement des cours des ingrédients laitiers puis du prix du lait. Malgré ce retournement, le prix du lait (moyenne annuelle) versé aux éleveurs européens se situait à 285 €/t, sous le niveau de 2015 (308 €) et bien en-dessous celui de 2014 (373 €).

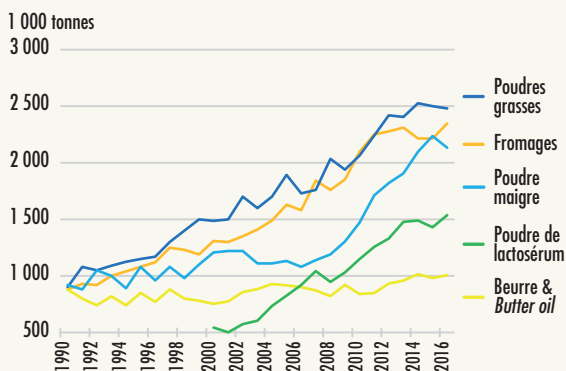
En Océanie, les éleveurs ont bénéficié, notamment en Nouvelle-Zélande, d'un rebond encore plus fort du prix du lait de 201 €/t en mai à 332 €/t en décembre. Malgré cette embellie la production laitière a rebondi tardivement, en fin de campagne 2016/17 qui s'achève en mai. En début de campagne les trois quarts des élevages avaient des trésoreries dans le rouge.

Aux États-Unis, le prix du lait a remonté modérément, de 30% en 2016, à 414 US\$/t en décembre, après avoir subi une baisse moins prononcée entre mai 2014 et mai 2016, grâce à la fermeté du marché intérieur en matière grasse laitière. Le prix annuel moyen toutes classes est passé de 377 US\$/t (340 €) en 2015 à 358 US\$/t (324 €) en 2016.

DEMANDE ET ÉCHANGES MONDIAUX

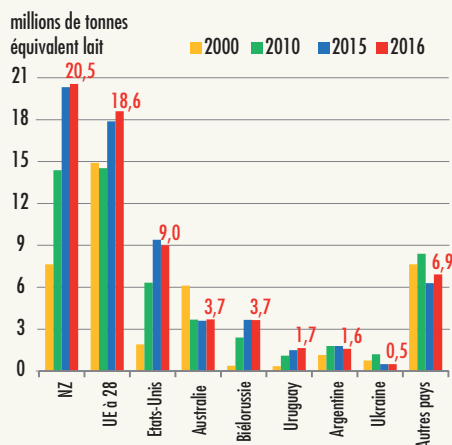
En 2016, les échanges internationaux de produits laitiers ont été plus animés qu'en 2015. Ils ont progressé sensiblement plus vite que la collecte dans les grands bassins excédentaires qui approvisionnent le marché mondial, et ont ainsi résorbé une partie des stocks accumulés en 2015, notamment en matière grasse.

ÉCHANGES INTERNATIONAUX DES PRINCIPAUX PRODUITS LAITIERS



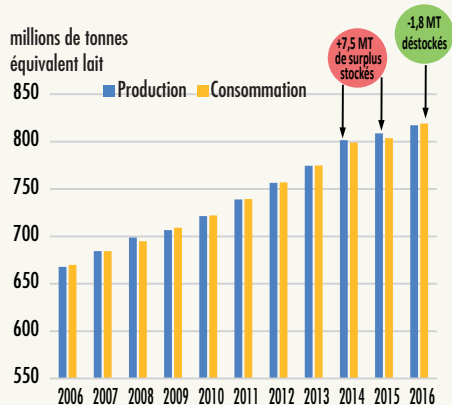
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FIL & Trade Map

PRINCIPAUX EXPORTATEURS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FIL & FAO

PRODUCTION ET CONSOMMATION MONDIALES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ATLA, FIL & FAO

Reprise des échanges internationaux

Les fabrications de produits laitiers ont été globalement stables dans les grands bassins excédentaires. Les fabrications de produits de report (beurre et poudre maigre) ont progressé au 1^{er} semestre puis ont reflué au 2nd, en lien avec l'évolution contrastée de la collecte européenne.

En 2016, les échanges internationaux de produits laitiers (hors commerce intra-UE) ont été surtout animés par la demande toujours croissante en matière grasse laitière. Estimés à 66,2 millions de tonnes équivalent lait sur l'année 2016, ils ont progressé modérément, entre +1,0 et +1,2 million de tonnes (+2%/2015). En 2015, ils avaient faiblement progressé ce qui avait obligé les transformateurs européens à stocker une bonne part de l'important supplément de collecte.

Les deux exportateurs majeurs ont fourni l'essentiel des expéditions supplémentaires : +700 000 t équivalent lait par l'UE et +200 000 t par la Nouvelle-Zélande. L'UE a surtout intensifié ses expéditions de fromages et de beurre ; la Nouvelle-Zélande celles de fromages et de poudre maigre, aux dépens des poudres grasses. Les États-Unis ont à l'inverse marqué le pas (-400 000 t) faute de disponibilités et de compétitivité compte tenu du dollar fort.

L'Australie a faiblement accru ses ventes, désormais talonnée par la Biélorussie (3,7 millions de tonnes équivalent). Avec l'Argentine ces trois pays fournissent 15% des échanges internationaux.

Les trois principaux importateurs (Chine, Russie, Mexique) sont les principaux acteurs de la reprise des échanges internationaux. Ils ont fortement accru leurs achats, de 13% à 15% /2015. Ensemble ils ont absorbé près du quart des échanges internationaux comme en 2014. En revanche, l'Algérie, l'Arabie saoudite et l'Indonésie ont fortement réduit leurs importations, après des croissances fortes en 2014 et 2015.

Croissance rétablie de la consommation mondiale

Après avoir faiblement progressé en 2015, la consommation mondiale, estimée par bilan à 817 millions de tonnes de lait en 2016, a retrouvé une croissance plus normale et conforme à la tendance à l'œuvre depuis quinze ans (+2%/an). Cependant, avec une croissance démographique qui ne mollit pas (+1,1%/2015), elle n'a augmenté en moyenne que de 1/2 litre par habitant, à 110 litres équivalent lait en 2016. La consommation individuelle a ainsi retrouvé son niveau de 2014 après avoir marqué le pas en 2015. La consommation mondiale a dépassé de 2 millions de tonnes de lait la production mondiale.

Des surplus partiellement résorbés

Confrontés à une demande supérieure à la production mondiale surtout au 2nd semestre, les transformateurs européens et océaniques ont puisé dans les stocks de produits de report (beurre, poudre maigre et fromages ingrédients) accumulés en 2014 et 2015. Estimé à +7,5 millions de tonnes équivalent lait fin 2015 selon ATLA, ce sur-stock a ainsi été ramené à 5,5 millions de tonnes fin 2016. Il est composé essentiellement de poudre de lait écrémé, dont 350 000 t placés à l'intervention (2 millions de tonnes équivalent lait). En 2017, ces volumes pèsent toujours sur le marché des protéines laitières qui peine à se redresser faute de demande internationale aussi ferme que celle des fromages et du beurre. Relativement faible, moins de 1% de la collecte mondiale, ce surstock a malgré tout un effet levier considérable sur les cours des protéines laitières dont le redressement se fait toujours attendre.

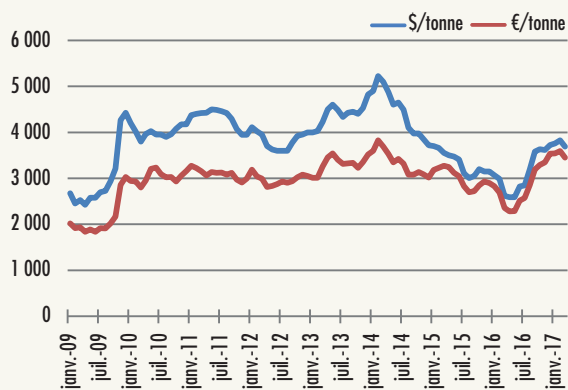
MARCHÉ DES FROMAGES

Les échanges internationaux de fromages ont rebondi, malgré le maintien de l'embargo russe. L'UE, la Nouvelle-Zélande et la Biélorussie ont fourni l'essentiel des volumes supplémentaires échangés.

+6%

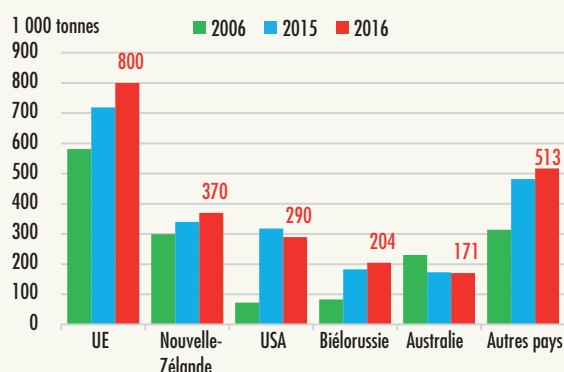
C'est la hausse des échanges mondiaux de fromages en 2016.

COURS MONDIAUX DU CHEDDAR



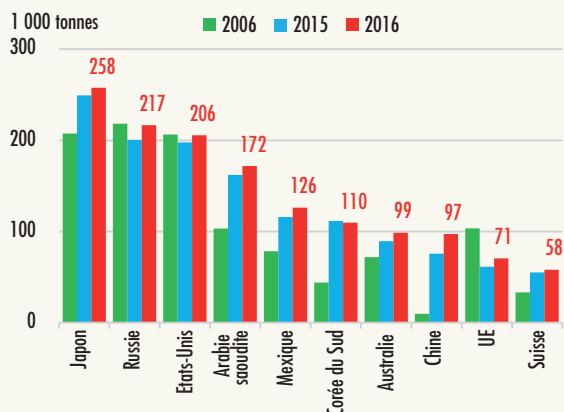
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après USDA et InfoEuro

PRINCIPAUX EXPORTATEURS DE FROMAGES



Source : CNIEL d'après Douanes nationales & ITC (Trade Map)

PRINCIPAUX IMPORTATEURS DE FROMAGES



Source : CNIEL d'après Douanes nationales & ITC (Trade Map)

Sous l'effet d'une surproduction de lait matière première tout au long de l'année 2015 et jusqu'aux premiers mois de 2016, couplée à la fermeture du marché russe mi-2014, les cours des fromages commodités ont subi un véritable effondrement pendant deux années consécutives. Le cours mondial du cheddar a ainsi perdu la moitié de sa valeur en US\$ entre le pic de mars 2014 et le creux historique atteint en mars 2016. Par la suite, le recul de la collecte laitière en Europe et en Océanie a permis un raffermissement des prix, les acheteurs attendant l'arrivée du pic saisonnier de collecte en Europe avant de se positionner à l'achat.

L'UE fournit un tiers des échanges mondiaux

Après ces deux années en demi-teinte marquées par l'embargo russe, les échanges mondiaux de fromages ont connu un fort dynamisme en 2016 : +6% en volume, tirés par l'Union européenne, le principal exportateur.

L'UE-28 a ainsi accru ses exportations de fromages de 11% en 2016, à près de 800 000 tonnes, un niveau jamais atteint. Leur progression s'est faite grâce à des ventes accrues chez ses principaux clients, mais aussi grâce à une diversification plus importante de ses débouchés.

La tendance haussière des exportations néozélandaises de fromages s'est poursuivie en 2016 (+9%). Contrairement à l'Union européenne, cet accroissement se fait quasi exclusivement à destination de ses trois principaux clients : l'Australie, le Japon et la Chine, qui accaparent la moitié du volume total de fromages exporté par la Nouvelle-Zélande.

À l'inverse, les États-Unis n'ont pas profité du développement de la demande mondiale en 2016. Leurs exportations ont diminué de 9%, pénalisées par un dollar fort et une demande intérieure dynamique. Le recul a été particulièrement marqué vers la Corée du Sud et le Japon qui ont privilégié l'achat de fromages européens.

Le Japon conforte sa place de 1^{er} importateur mondial

Le dynamisme des importations japonaises de fromages s'est poursuivi en 2016, en hausse de 3% par rapport à 2015. La production nationale stable en 2016 n'a pas permis au pays de satisfaire sa demande intérieure croissante. Le Japon a ainsi dû faire appel à davantage de fromages importés, majoritairement depuis l'Union européenne.

La Russie quant à elle a accru ses importations de fromage en 2016, sans retrouver les niveaux atteints avant l'embargo. Dorénavant elle se fournit quasi exclusivement en Biélorussie.

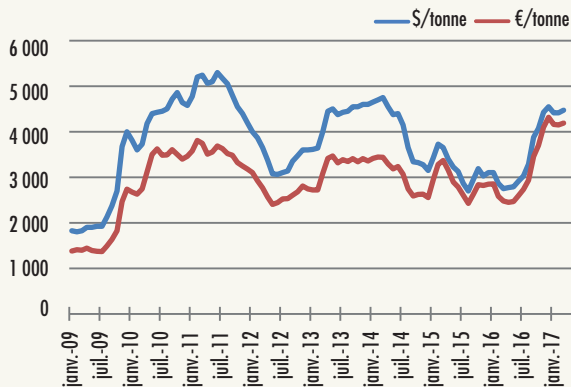
Enfin, la hausse de la consommation chinoise de fromages se poursuit et repose sur la progression des importations surtout en provenance de Nouvelle-Zélande, d'Australie et d'UE, ses trois principaux fournisseurs.

Le cours du fromage, fortement déprimé depuis début 2014, s'est redressé depuis l'automne 2016, à la faveur d'une réduction des disponibilités et d'une consommation toujours croissante. Au niveau mondial, les stocks ont été stabilisés en 2016, après deux années de hausse, mais des disparités géographiques apparaissent avec des baisses en Europe et en Océanie, mais des stocks toujours croissants aux États-Unis.

MARCHÉ DU BEURRE

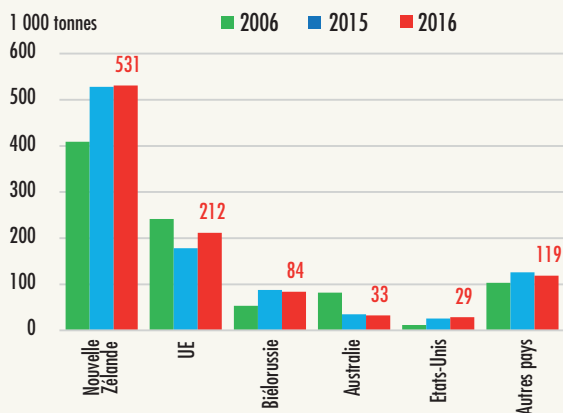
Plutôt équilibré début 2016, le marché du beurre s'est progressivement tendu faute de disponibilités. Depuis la fin 2016, il connaît une situation de véritable pénurie malgré le rétablissement progressif de la production européenne au 1^{er} semestre 2017.

COURS MONDIAUX DU BEURRE



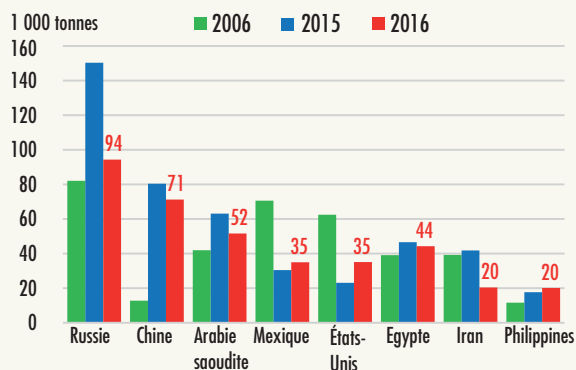
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

PRINCIPAUX EXPORTATEURS DE BEURRE



Source : CNIEL d'après Douanes nationales & ITC (Trade Map)

PRINCIPAUX IMPORTATEURS DE BEURRE



Source : CNIEL d'après Douanes nationales & ITC (Trade Map)

1,0 million de tonnes,

C'est le volume de beurre et de matières grasses laitières échangé sur le marché mondial en 2016.

Boosté par une demande mondiale extrêmement dynamique, le marché du beurre a connu un rebond sans précédent en 2016 pour atteindre des niveaux record en fin d'année.

Des cotations multipliées par 2

Le recul momentané des cours du beurre début 2016 à l'approche du pic de collecte dans l'hémisphère Nord a vite laissé place à une remontée spectaculaire, jusqu'à dépasser mi-2017 les 5 000 \$/t (FOB Océanie). Une consommation mondiale élevée, couplée à des teneurs du lait en MG en diminution, expliquent ce phénomène inédit.

L'Inde et l'UE, premier et deuxième producteurs mondiaux

Plus de 10 millions de tonnes de beurre et matières grasses laitières sont produites chaque année dans le monde. En 2016, les fabrications ont progressé de 2% /2015, sous l'impulsion des deux premiers producteurs mondiaux, l'Inde (+2%) et l'UE (+5%). Les États-Unis et la Russie (+2% chacun) s'efforcent de satisfaire leur marché intérieur respectif ; la Nouvelle-Zélande les a en revanche diminuées (-5% /2015).

D'une manière générale, les volumes de beurre échangés sur le marché mondial en 2016 apparaissent en hausse, demeurant toutefois en-deçà du niveau de 2014, car limités par les disponibilités.

La demande mondiale repart

Les données d'importation 2016 illustrent la nette reprise de la demande mondiale en matières grasses, après le coup d'arrêt de 2015 : la Russie, qui demeure le premier importateur en dépit de l'embargo sur les produits laitiers européens et étatsuniens, a augmenté de 8% ses achats ; la Chine de 15% ; l'Arabie saoudite de 7%, et le Mexique d'un impressionnant 49%. Les États-Unis ont quant à eux creusé leur balance commerciale, négative depuis 2015 : leurs importations ont bondi de 39% (+14 000 t) pour satisfaire leur consommation intérieure de plus en plus friande de matière grasse laitière.

Parmi les grands pays importateurs, seule l'Égypte a diminué ses achats en 2016, pénalisée par les cours et la pénurie de devises.

Les exportations sont limitées par de faibles disponibilités

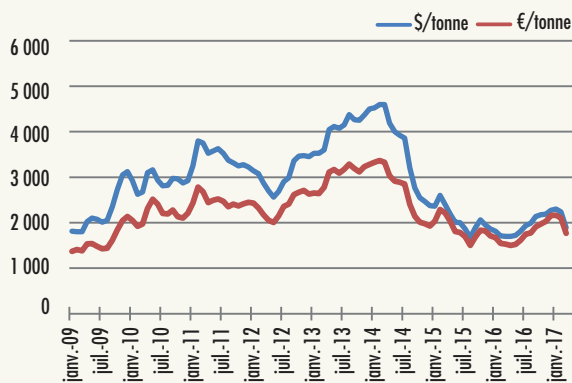
La Nouvelle-Zélande, premier acteur sur le marché du beurre avec plus de la moitié des parts de marché, a peu augmenté ses exportations (+1%). En seconde position, l'Union européenne gagne quelques points grâce à des volumes au grand export en augmentation de près de 20% en 2016. Après un pic sur les premiers mois, les expéditions européennes se sont dégradées néanmoins au 2nd semestre, le reflux de la collecte impactant les fabrications. Par ailleurs, les importations extra-communautaires de l'UE ont encore diminué en 2016 pour tomber 21 000 t : c'est 14% de moins qu'en 2015, et 60% de moins qu'en 2014.

La demande internationale soutenue a permis l'assainissement des stocks, désormais très bas dans l'UE comme aux États-Unis, et la brusque reprise des cotations. Très élevé début 2017, malgré la reprise des fabrications européennes de beurre, le prix de la matière grasse laitière a ainsi encore creusé l'écart avec la valorisation toujours médiocre des protéines laitières.

MARCHÉ DE LA POUDRE MAIGRE

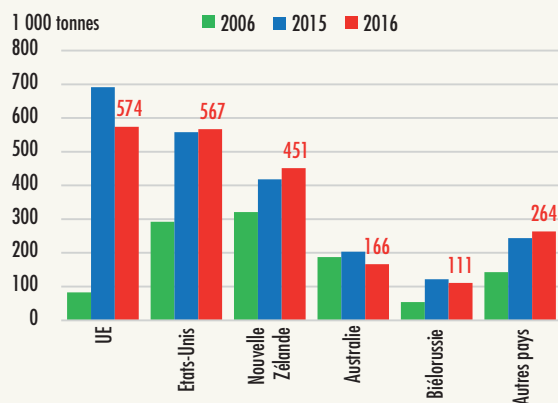
Des fabrications qui continuent d'augmenter, des stocks qui s'accumulent et une demande au point mort : l'année 2016 a été désastreuse pour le marché de la poudre de lait écrémé.

COURS MONDIAUX DE LA POUDRE MAIGRE



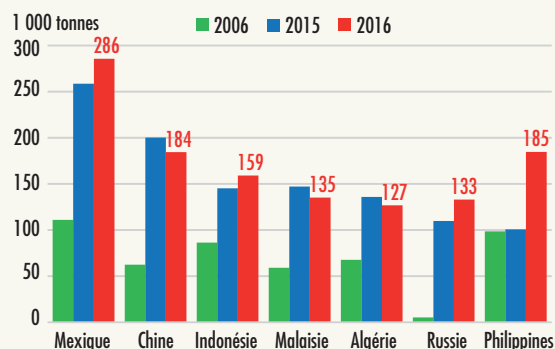
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

PRINCIPAUX EXPORTATEURS DE POUDRE MAIGRE



Source : CNIEL d'après Douanes nationales & ITC (Trade Map)

PRINCIPAUX IMPORTATEURS DE POUDRE MAIGRE



Source : CNIEL d'après Douanes nationales & ITC (Trade Map)

-5%

C'est la baisse du volume de poudre maigre échangé sur le marché mondial en 2016.

La surproduction amorcée il y a deux ans sur le marché laitier s'est résorbée sur la deuxième moitié de 2016, mais n'aura toutefois pas suffi à assainir le marché, loin de là. En 2016, les fabrications de poudre de lait écrémé ont continué de progresser, de +4%, dans l'Union européenne, premier producteur et premier fournisseur du marché mondial. Cet afflux a compensé largement la baisse de production de poudre maigre aux États-Unis (-2%), qui ont privilégié les fabrications de fromages, et en Océanie due aux moindres disponibilités en lait matière première (-2% en Nouvelle-Zélande, -12% en Australie).

Des stocks au plus haut

Traditionnellement, les cours mondiaux de poudre de lait écrémé évoluent de manière parallèle à celles du pétrole : 2016 n'a pas fait pas exception. Après un point bas atteint au printemps, le prix départ Europe de l'Ouest est remonté de 575 \$/t en 9 mois, à 2 275 \$/t en décembre. Malgré cela, la cotation moyenne annuelle a reculé de 7% /2015 à 1 930 \$/t (1 750 €/t).

Toutefois, les stocks de poudre maigre accumulés (les stocks d'intervention européens s'élèvent à 350 000 tonnes depuis août 2016) pèsent fortement sur les prix, qui ont subi une nouvelle chute début 2017 lors de la reprise saisonnière des fabrications.

Exportations européennes en berne

Les échanges internationaux, qui représentent la moitié des fabrications mondiales, ont reculé en 2016 de 100 000 t (-5% /2015), à 2,134 millions de tonnes. L'UE est le principal responsable de ce fléchissement (-17%), en raison du recours massif au stockage à l'intervention. Deuxième fournisseur mondial, au coude à coude avec l'UE en 2016, les États-Unis ont maintenu leurs positions grâce à des ventes très agressives afin d'écouler leurs stocks. En Océanie, la Nouvelle-Zélande est parvenue à développer ses envois (+8% /2015), grâce à des stocks conséquents début 2016. En revanche l'Australie, en manque de disponibilités, a enregistré une chute de ses exportations (-22% /2015).

Des échanges ralentis

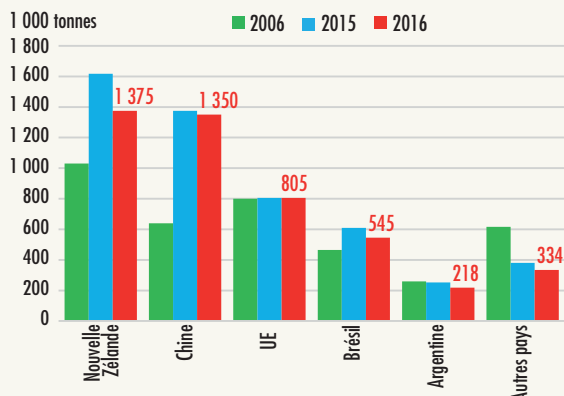
Côté importations, le Mexique confirme son statut de premier acheteur mondial avec 286 000 t, (+10% / 2015, +40% /2014 !) en provenance majoritairement de son grand voisin étatsunien. Ce volume le place désormais loin devant la Chine qui, elle, a ralenti ses achats pour la deuxième année consécutive (-8%), au profit des poudres grasses et de lactosérum. Elle se retrouve en troisième position derrière les Philippines dont les importations de poudre maigre ont bondi de 83%. La zone ASEAN, qui a augmenté ses achats de +14%, concentre désormais à elle seule le tiers des importations mondiales de poudre maigre.

Malgré une demande mondiale qui reste dynamique sur le long-terme, le marché de la poudre maigre reste dans l'immédiat plombé par les hauts niveaux de stocks, notamment européens. Dans les prochains mois, ils vont indéniablement impacter le rythme de rétablissement des cours, alors que la demande mondiale semble s'améliorer.

MARCHÉ DES POUDRES GRASSES

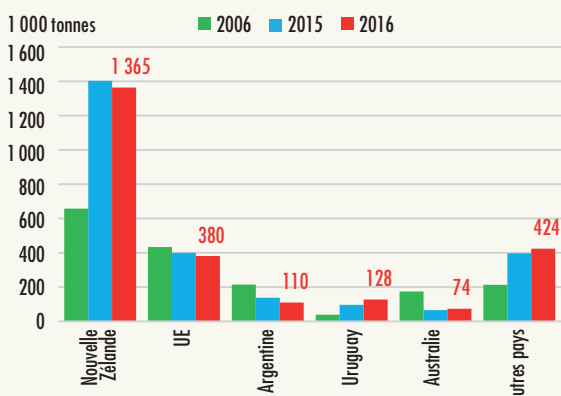
Malgré des fabrications bon marché et en dépit de la reprise des importations chinoises, les échanges internationaux de poudres grasses ont marqué le pas. La demande est restée modérée dans de nombreux pays émergents confrontés à l'atonie de leur économie.

PRINCIPAUX FABRICANTS DE POUDRES GRASSES



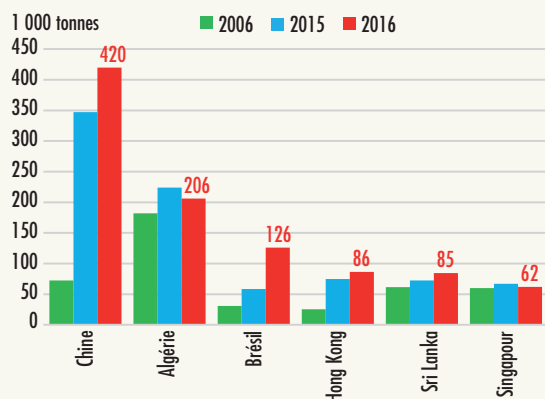
Source : CNIEL d'après OCDE FAO, USDA

PRINCIPAUX EXPORTATEURS DE POUDRES GRASSES



Source : CNIEL d'après Douanes nationales & ITC (Trade Map)

PRINCIPAUX IMPORTATEURS DE POUDRES GRASSES



Source : CNIEL d'après Douanes nationales & ITC (Trade Map)

54%

C'est la part des fabrications mondiales de poudres grasses échangée sur le marché mondial.

Remontée modérée des cours au 2nd semestre 2016

Le cours de la poudre de lait entier, tout comme celui de la poudre de lait écrémé, s'est lentement redressé au 2nd semestre, tiré par l'envolée du prix des matières grasses laitières. Au plus bas à 2 000 \$/t en avril, le prix de la poudre grasse expédiée d'Europe de l'Ouest est remonté à 3 425 \$/t en décembre, puis a de nouveau marqué le pas au 1^{er} trimestre 2017. À 2 456 \$/t en 2016, son prix annuel n'a cédé que 1% /2015, mais était encore presque moitié moins cher qu'en 2013.

Tassement des fabrications mondiales

Estimées à 4,63 millions de tonnes en 2016, les fabrications mondiales ont nettement reflué (-8% /2015) selon l'USDA. Elles ont surtout fléchi en Chine (-15% /2015) où les fabricants, confrontés à la méfiance toujours forte des Chinois sur les poudres *made in China*, ont réduit la voilure. D'après les données officielles, la Chine est demeurée le premier fabricant mondial, juste devant la Nouvelle-Zélande. Cependant les statistiques chinoises englobent les poudres grasses et les laits infantiles.

Les fabrications néo-zélandaises ont marqué le pas faute de demande. Avec la Chine ces deux pays ont réalisé presque 60% des tonnages mondiaux, loin devant l'UE (17%), dont les fabrications annuelles ont été stables, le Brésil (12%) et l'Argentine (5%). Ces deux pays du Mercosur ont subi un net tassement de leurs fabrications nationales (-12% /2015).

Demande internationale atone

Les échanges internationaux ont reculé pour la seconde année consécutive (-1% /2015), malgré le sursaut des importations chinoises (+20% /2015) qui avaient été divisées par deux en 2015, après avoir bondi en 2014. Hormis l'Algérie (-8% /2015), la plupart des autres grands pays importateurs ont accru leurs achats, dont le Brésil qui les a plus que doublés à 126 000 t.

Suprématie de la Nouvelle-Zélande

Premier exportateur mondial avec 55% de parts de marché, la Nouvelle-Zélande a pour la seconde année consécutive sensiblement réduit ses expéditions (-3% /2015). Ses envois ont progressé vers la Chine, de loin son 1^{er} client, mais elle a moins vendu sur plusieurs destinations (Malaisie, Arabie saoudite, Viet Nam, Emirats arabes unis...). En revanche, elle a renforcé ses positions sur le marché algérien (+67% à 166 500 t) aux dépens de l'Argentine et de l'UE.

L'UE a cédé du terrain (-5% /2015 à 380 000 t) face à l'agressivité de Fonterra. Seul l'Uruguay a nettement accru ses expéditions (+33% /2015), tirant profit de la forte demande brésilienne et des moindres disponibilités argentines. Les États-Unis les ont rétablies grâce au dynamisme de leur production laitière. Les fabricants avaient subi en 2015 l'appréciation du dollar et la pénurie de matière grasse laitière sur le marché intérieur.

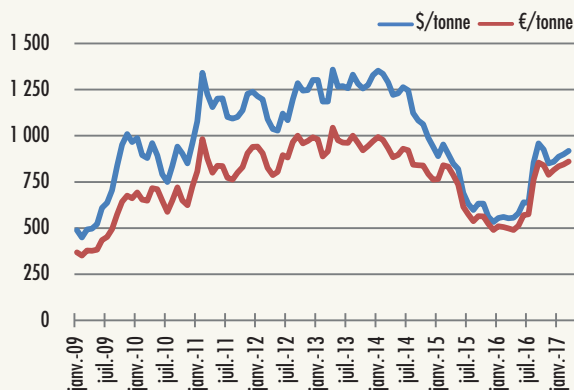
Reprise des échanges en 2017

En Chine, où les utilisateurs préfèrent toujours les poudres importées aux poudres locales, la réduction des stocks de poudres étrangers devrait relancer les importations. Les fabrications pourraient reprendre en Nouvelle-Zélande et secondairement dans l'UE. Plus globalement, l'ampleur de la reprise des échanges dépendra de la situation économique des grands pays pétroliers, Algérie, Russie, Venezuela, mais aussi de la croissance économique dans les pays émergents.

MARCHÉ DE LA POUDRE DE LACTOSÉRUM

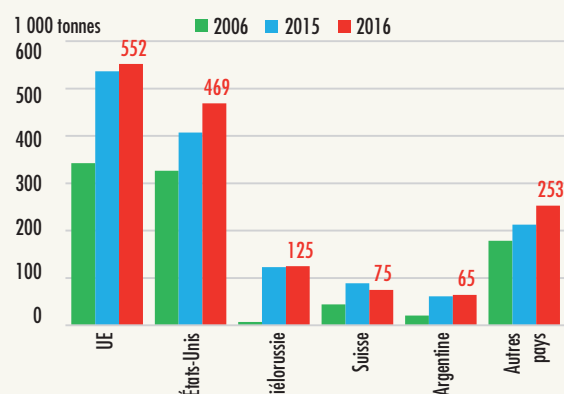
Les échanges internationaux de poudre de lactosérum ont rebondi en 2016, tirés par la demande chinoise. Les États-Unis sont les premiers bénéficiaires suivis par l'UE qui conforte ses positions sur ce marché comme sur celui des laits infantiles et des caséines.

COURS MONDIAUX DE LA POUDRE DE LACTOSÉRUM



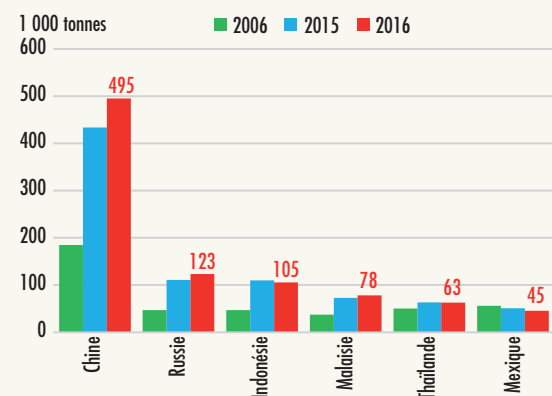
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

PRINCIPAUX EXPORTATEURS DE POUDRE DE LACTOSÉRUM



Source : CNIEL d'après Douanes nationales & ITC (Trade Map)

PRINCIPAUX IMPORTATEURS DE POUDRE DE LACTOSÉRUM



Source : CNIEL d'après Douanes nationales & ITC (Trade Map)

1,54 million de tonnes,

Ces sont les volumes de poudre de lactosérum échangés sur le marché international en 2016.

Rebond modéré des cours

Le prix de la poudre de lactosérum destinée à l'alimentation humaine est resté déprimé de janvier à mai (500 €/t). Ensuite, la cotation ATLA a bondi de 60% en six mois, à 815 €/t en décembre. La cotation annuelle moyenne n'a cédé que 1% à 643 €/t, mais se situait encore 33% sous l'excellent niveau de 2013 (960 €/t).

Évolution contrastée des fabrications

Les fabrications de poudre de lactosérum ont marqué le pas dans l'UE, tandis qu'elles ont progressé aux États-Unis, dans le sillage des fabrications fromagères. Ces deux pays totalisent trois quarts de la production mondiale. Le lactosérum est essentiellement un coproduit du fromage dont les disponibilités sont fortement corrélées. Les fabrications dans les autres grands pays fromagers ont globalement peu varié : léger recul en Argentine et en Australie, petite hausse en Suisse, en Biélorussie...

Rebond des échanges internationaux

Estimés à 1,54 million de tonnes en 2016, les échanges internationaux de poudre de lactosérum ont rebondi en 2016 (+8%/2015), après avoir sensiblement marqué le pas en 2015.

L'Union européenne a conforté sa position de 1^{er} exportateur mondial (+3%/2015 à 557 000 t), grâce à des stocks conséquents début 2016, qui ont retrouvé un niveau normal début 2017. Les États-Unis ont été les principaux bénéficiaires de la demande chinoise en lactosérum pour l'alimentation animale (+15% à 469 000 t).

De son côté, la Biélorussie n'a que marginalement augmenté ses expéditions (+2%/2015) faute de disponibilités supplémentaires, mais a encore accru ses ventes sur la Russie devenue son client presque exclusif. Avec la Suisse et l'Argentine, ces 5 pays fournissent 85% des échanges internationaux.

Toujours plus d'importations chinoises

De loin le premier acheteur mondial, la Chine a accru ses importations de 8%/2014 à 433 000 tonnes. Elle achète toujours plus de poudre de lactosérum européenne, notamment déminéralisée qui entre dans les fabrications de poudre de lait infantile.

Des échanges croissants de caséines et de laits infantiles

La Chine importe également toujours plus de laits infantiles (+25% à 225 000 t) essentiellement en provenance de l'UE qui a conforté sa position de 1^{er} fournisseur mondial (+12% à 477 000 t), loin devant la Nouvelle-Zélande (77 000 t), la Suisse (47 000 t), le Mexique (43 000 t) et les États-Unis (32 000 t). L'UE fournit à elle seule plus de la moitié des échanges internationaux, estimés à 900 000 t en 2016.

Les échanges internationaux de caséines ont progressé de 12%/2015 à 264 000 t, stimulés par la faiblesse des cours (5 800 €/t de moyenne annuelle) et des disponibilités européennes abondantes. Les exportations européennes ont bondi de 46% à 130 000 t, alors que la Nouvelle-Zélande a moins exporté (-8% à 102 000 t) faute de disponibilités. Ces deux pays assurent près de 90% des échanges internationaux. Les États-Unis, premier importateur, ont accru leurs achats (+13% à 81 000 t) tandis que la Chine les a stabilisés à 21 000 t. De nombreux importateurs très secondaires ont tiré parti de la faiblesse des cours (-35% en 18 mois) pour accroître leurs achats.

2

OCÉANIE



Production et exportations en retrait

Nouvelle-Zélande et Australie ont été frappées particulièrement fort par la dégringolade des marchés laitiers en 2015. La crise a des conséquences durables en Australie où, couplée à une sécheresse jusque mi-2016, elle a provoqué une décapitalisation significative. En Nouvelle-Zélande, la production, qui semblait en mesure de rebondir grâce au redressement du prix du lait, a été pénalisée par des précipitations excessives au printemps austral. Très secouée compte tenu de son extrême sensibilité au yoyo des prix des commodités, la filière néo-zélandaise poursuit sa stratégie d'augmentation de la valeur ajoutée et de négociation pour faciliter l'accès à un maximum de marchés.



NOUVELLE-ZÉLANDE PÉNALISÉE PAR LE CLIMAT

Après une campagne 2015/16 économiquement très difficile, ce sont les conditions climatiques qui ont perturbé 2016/17, réduisant significativement la collecte durant le pic saisonnier. Les exportations se sont maintenues en volume, grâce au report de stock et la réorientation des fabrications vers le beurre/poudre maigre, les fromages, les poudres de lait infantile et le lait UHT s'est poursuivie.

Le cheptel se redresse après le repli de 2015

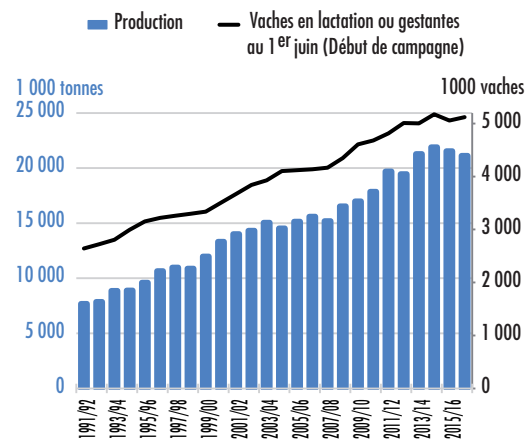
Après le repli enregistré en 2015, le cheptel néo-zélandais de vaches traites et gestantes s'est redressé pour atteindre 5,1 millions de vaches en juin 2016 au démarrage de la campagne (+1,3% /2015). C'est encore 53 000 têtes en deçà du record de juin 2014, mais cela montre que les producteurs laitiers néo-zélandais n'ont pas renoncé à la croissance suite à la crise laitière.

Le pic de collecte a été affecté par des précipitations excessives

La collecte 2016 est restée proche de son niveau 2015 au 1^{er} semestre (-0,4%) puis le printemps austral anormalement pluvieux, en particulier sur l'île du Nord, a fortement limité les rendements laitiers. Ainsi, malgré le cheptel plus étoffé, la collecte nationale a significativement reculé en plein pic saisonnier (-4,3% /2015 au 4^{ème} trimestre 2016 et même -4,9% en poids de matière solide utile). Les conditions très humides ont par ailleurs rendu très compliquée la production d'ensilage de maïs.

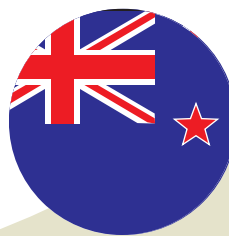
À 21,1 millions de tonnes, la collecte 2016 affiche ainsi un recul de 1,7% /2015. Elle s'est toutefois redressée début 2017 à la faveur de meilleures conditions climatiques et de la hausse du prix du lait, bondissant même de 9% en mars 2017.

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DU CHEPTEL LAITIERS EN NOUVELLE-ZÉLANDE

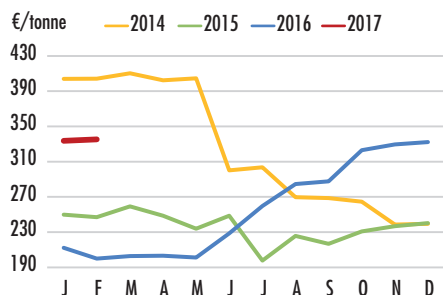


Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après DairyNZ et USDA

2 OCÉANIE NOUVELLE ZÉLANDE

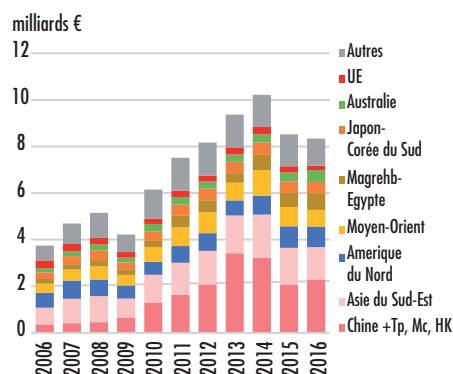


PRIX DU LAIT* À LA PRODUCTION EN NOUVELLE-ZÉLANDE



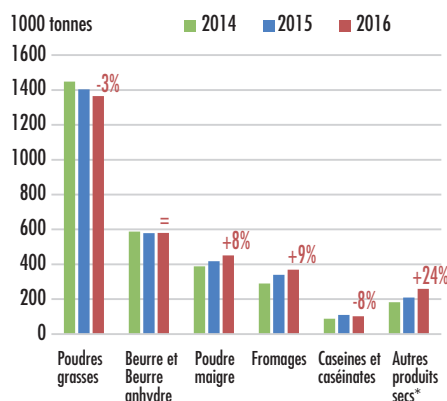
* Lait standard à 4,2% de matière grasse et 3,8% de matière protéique, de bonne qualité sanitaire
Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après LTO

EXPORTATIONS NÉOZÉLANDAISES DE PRODUITS LAITIERS EN VALEUR



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

EXPORTATIONS NÉOZÉLANDAISES DE PRODUITS LAITIERS



* Composants naturels du lait, laits infantiles, poudre de babeurre, poudre de lactosérum, peptones et lactalbumine.
Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

Vif rebond du prix du lait

La Nouvelle-Zélande exportant 95% de sa production, le prix du lait y est très directement lié aux cours mondiaux des commodities laitières. Fin 2014, il avait chuté plus vite et plus fort que chez les autres grands exportateurs, disposant d'un marché domestique plus conséquent. Il est également remonté plus nettement à partir du printemps 2016 suite au rebond des cours de la matière grasse pour atteindre 498 NZ\$/t (335 €/t) début 2017 pour du lait à 4,2% MG et 3,8% MP d'après LTO. Cela représente une hausse de plus de 40% par rapport à début 2016.

Fixé à 4,25 NZ\$/kg de matière solide utile en début de campagne 2016/17, le prix prévisionnel de Fonterra a été revu à la hausse à trois reprises pour remonter à 6,00 NZ\$/kg MS (+54% /2015-16), d'autant que la collecte était prévue en forte baisse. Il n'a pas été revu à la baisse depuis malgré le redressement de la collecte et atteint même 6,50 NZ\$/kg MS (340 €/t) lorsqu'on inclut les dividendes.

Le secteur laitier paraît fragile mais démontre une bonne adaptabilité

La croissance de la production depuis 2007 s'était faite au prix d'une hausse de l'endettement et des coûts de production, avec l'augmentation des investissements (flambée du prix des terres notamment) et l'introduction de davantage de complémentation. Les exploitations laitières ont ainsi été mises à rude épreuve en 2014/15 et surtout en 2015/16 où plus des 3/4 ont enregistré un déficit de trésorerie.

La situation a interpellé les banques nationales dont 10% des encours sont détenus par des exploitations laitières mais, après quelques mois de flottement, elles ont finalement accordé les prêts nécessaires. Les cessations de fermes laitières ont ainsi été peu nombreuses, limitant aussi la baisse du prix des terres. En outre, les exploitations ont su revenir à des pratiques plus économes, même si les coûts de production restent supérieurs à ceux d'avant 2007, si bien que les résultats économiques 2016/17 devraient être tout à fait corrects d'après les estimations de DairyNZ.

Réorientation progressive vers des produits à plus forte valeur ajoutée

À 13,14 milliards NZ\$ en 2016 (8,34 milliards €), les exportations néo-zélandaises de produits laitiers ont reculé de 3% /2015 (-2% en €).

Les exportations de **poudres grasses** (35% de cette valeur) ont baissé de 3% /2015 à 1,36 million de tonnes. Elles ont progressé vers la Chine, de loin le 1^{er} client (430 000 t, +8%) mais restent plus de 30% en deçà des records de 2013 et 2014. Elles ont bondi vers l'Algérie (169 000 t, +38%), mais ont nettement reflué vers le Moyen-Orient, l'Asie du Sud-Est et l'Amérique latine. Les envois de **beurre et matière grasse anhydre** (19% de la valeur) se sont maintenus en volume malgré une hausse du prix moyen de 5%. Les expéditions de **fromages** (13% de la valeur) ont progressé de 9% à 369 000 t grâce à des envois accrus vers les principaux clients : Australie, Japon, Corée du Sud et Chine. Les exportations de **poudre maigre** (10% de la valeur) ont augmenté de 8% à 451 000 t moyennant une baisse de tarif de 15%. Les exportations de **poudres de lait infantile** ont bondi de 60% à 77 000 t et celles de **lait et crème** de plus de 40% à 252 000 t, essentiellement vers la Chine et l'Asie du Sud-Est.

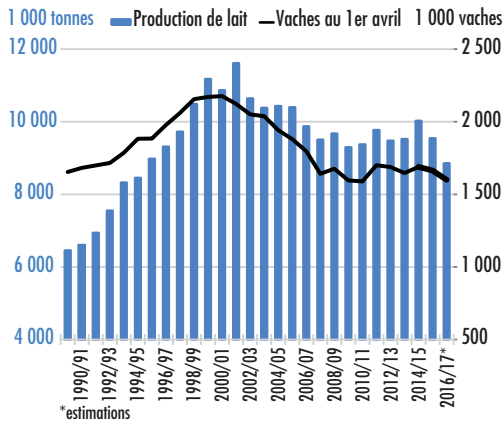
Face à l'extrême sensibilité aux variations des cours des commodities, la filière, Fonterra en tête, a mis en place une stratégie d'augmentation de la valeur ajoutée. La coopérative utilise des algorithmes lui permettant, hors période de saturation des outils, d'optimiser le mix-produit en fonction des conditions de marché. Par ailleurs, grâce à ses récents investissements, elle dirige toujours plus de lait vers les produits destinés à la restauration et au commerce de détail.

La collecte se redresse début 2017 et la campagne devrait se solder par un recul finalement modeste (-1%). Les inondations survenues en toute fin de campagne, n'auront que peu d'impact. Pour la fin d'année, sauf accident climatique, le cheptel devrait au pire se maintenir et la production surpasser celle de 2016.

2 OCÉANIE AUSTRALIE CHUTE DE LA PRODUCTION

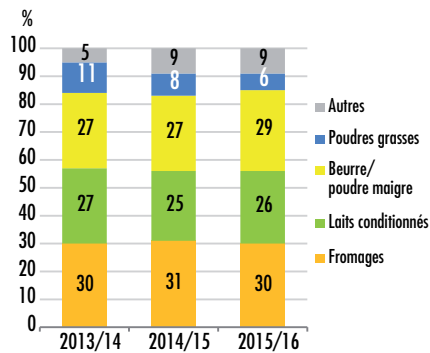


ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DU CHEPTEL LAITIERS EN AUSTRALIE



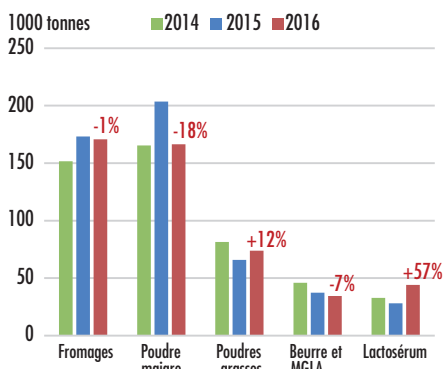
Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Australian Dairy Corporation et USDA

UTILISATION DE LA COLLECTE AUSTRALIENNE (% MSU) EN 2016



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Australian Dairy Industry

EXPORTATIONS DE L'AUSTRALIE



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

La sécheresse fin 2015-début 2016 puis la baisse brutale du prix du lait ont poussé les éleveurs à réformer de nombreuses vaches et la production a chuté en 2016. Les exportations se sont maintenues grâce aux stocks accumulés fin 2015 et à une hausse des importations.

De nombreuses vaches réformées et un décrochage de la production

Le réajustement brutal à la baisse du prix du lait début 2016 par les principaux transformateurs laitiers (avec effet rétroactif sur la campagne 2015/16) a fortement dégradé les résultats des éleveurs laitiers déjà affectés par la sécheresse fin 2015 et des charges accrues de complémentation, en particulier dans le Sud-Est. D'après l'enquête économique d'ABARES, seules 44% des exploitations ont dégagé une trésorerie positive sur 2015/16 et la ferme moyenne enregistre une perte de 2 000 AU\$.

Les réformes laitières, déjà nombreuses en 2015 (+49%/2014) ont encore grimpé en 2016 (+16%/2015), d'autant que leur prix était encore élevé. Le cheptel a ainsi reculé de 1,6% en un an à 1,66 million de vaches fin juin 2016. La production laitière, déjà en recul fin 2015-début 2016, a décroché à partir de juin. Elle a ainsi chuté de 7%/2015 sur l'année à 9,32 millions de tonnes, malgré l'amélioration des conditions climatiques fin 2016.

La demande domestique absorbe les 2/3 de la collecte et des importations croissantes

Le marché australien bénéficie d'une démographie dynamique (+1,5%/an sur 2006-2016) grâce à l'immigration. La consommation individuelle tend toutefois à plafonner autour de 105 litres/an de lait, 4 kg de beurre et 7 kg de yaourt. Seule la consommation de fromages montre encore une légère progression à 13,9 kg en 2015/16.

Le marché intérieur absorbe désormais les 2/3 de la collecte (contre 50% en 2006) et attire des importations croissantes. En 2016, les achats australiens ont ainsi atteint 99 000 t de fromages (+42%/2015) et 30 000 t de beurre et *butter oil* (+13%). Le pays a aussi importé davantage de poudres de lait infantile (33 000 t, +14%) et de poudres grasses (16 000 t, +7%) pour satisfaire une demande croissante à l'export. Au total les importations ont bondi de 19% à 1,44 Md AU\$ en 2016 (971 M €).

Un quart du lait australien est conditionné en lait de consommation, commercialisé très majoritairement en frais sur le marché intérieur. En 2016, face à la baisse des disponibilités, les fabrications de fromages ont été privilégiées et se sont maintenues à 324 000 t (30% de la collecte), en revanche celles de beurre (*yc butter oil*) et de poudre maigre ont chuté de plus de 10%/2015, à respectivement 89 000 t et 238 000 t. Les fabrications de poudres grasses, déclinantes sur longue période, ont dégringolé de 37% à 53 000 t.

Des exportations globalement maintenues sur l'Asie

Les exportations australiennes de produits laitiers sont très concentrées sur l'Asie qui a absorbé 84% de la valeur des envois en 2016 (35% Chine, 27% Asie du Sud-Est et 19% Japon et Corée du Sud). L'entrée en vigueur récente d'accords de libre-échange avec la Corée du Sud (2014), le Japon (2015) et la Chine (2016) devrait encore faciliter les échanges.

En 2016, la valeur des exportations laitières a légèrement progressé : +2% à 2,78 Md AU\$ (1,87 Md €). Les envois se sont quasiment maintenus pour les fromages (171 000 t, -1%/2015) malgré le recul des achats japonais (-12%) qui représentent la moitié des volumes. Faute de disponibilités, l'Australie a en revanche exporté nettement moins de beurre (34 500 t, -7%) et de poudre maigre (166 000 t, -18%). Si elles restent limitées, les exportations de laits conditionnés poursuivent leur percée (+16% à 184 000 t) de même que celles de poudres de lait infantile (x2 à 22 000 t) au prix toutefois d'importations accrues.

Malgré l'amélioration des conditions climatiques durant l'été austral 2016/17, la production laitière est restée en net repli et affichait encore -5%/2016 au 1er trimestre 2017. Elle devrait rester en retrait sur 2017 compte tenu de la baisse du cheptel et du maintien du prix du lait à un niveau peu attractif.

2 OCÉANIE ÉVÈNEMENTS MAJEURS DANS L'INDUSTRIE LAITIÈRE EN 2016



En Australie, le groupe **Lactalis** consolide sa position sur le marché des produits frais, en rachetant à **Nestlé** les droits de la marque **Ski** pour 16 millions €. Deux acquisitions sont opérées par des groupes chinois. D'une part, **Moonlake Investment** acquiert pour 190 millions €, **Tasmanian Land Company**, dont l'une des filiales, **Van Diemen's Land Company**, est le principal producteur de lait australien (25 fermes laitières sur 17 000 hectares). D'autre part, **Mengniu** rachète 79% du capital de **Burra Foods** pour 200 millions €. Début 2017, le groupe australien **Bega Cheese** acquiert pour 300 millions € les droits de plusieurs marques de **Mondelez** en Océanie, notamment **Kraft Mac & Cheese**, **Dairylea**. En parallèle, il cède à **Mead Johnson** un site de conditionnement de lait infantile localisé à **Derimut** et une tour de séchage à **Tatura** pour un montant de 135 millions €.

Parmi les principaux investissements industriels opérés en Australie figure la modernisation de l'usine de lait de consommation de **Lion Dairy & Drinks** localisée à **Perth** pour 27 millions €. Début 2016, **Murray Goulburn** annonçait un plan d'investissements de 200 millions € sur trois ans pour doter son site de **Koroit** d'un nouvel atelier de poudres de lait, mais il est probable que les grandes difficultés financières et opérationnelles rencontrées par le leader australien depuis le printemps dernier aient mis à mal ce projet. Le groupe **Midfield** et la société de négoce **Louis Dreyfus Asia** construisent une usine à **Penola**,

dimensionnée pour transformer 220 millions de litres de lait par an en ingrédients laitiers.

En Nouvelle-Zélande, **Oceania Dairy**, filiale du groupe chinois **Yili**, veut agrandir son site de **Glenavy** pour un montant de 180 millions €. **Northland Milk** investit 25 millions € dans la construction d'un site de fabrication de produits laitiers UHT à **Kerikeri**. Le groupe étatique **China Animal Husbandry** prend une participation de 72% dans **Mataura Valley Milk** en échange du financement de la construction d'une nouvelle usine de poudre de lait à **McNab** pour un montant de 125 millions €. **Fonterra** investit 150 millions € pour accroître la capacité de fabrication de mozzarella du site de **Clandeboye**. Un nouveau venu dans la filière laitière néo-zélandaise, **Happy Valley Milk**, qui serait supporté par des investisseurs de Nouvelle-Zélande, Australie, Hong Kong et Singapour, projette la construction de deux tours de séchage à **Otorohanga** pour un montant de 125 millions €. **Synlait** veut investir 190 millions € sur trois ans, pour se doter d'une 4^{ème} tour de séchage, d'un nouvel atelier de mélange d'ingrédients par voie humide, et de capacités complémentaires de conditionnement et d'entreposage. L'actionnariat de **Synlait** change début 2017 : **FrieslandCampina** cède sa participation de 8,2% au néo-zélandais **US\$2** pour un montant de 32 millions €.

CNIEL

LES LEADERS LAITIERS EN OCÉANIE - Chiffres d'affaires 2015 en milliards €



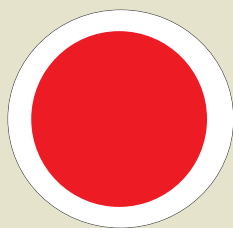
Source : CNIEL

Rebond des importations

Incapable de satisfaire leur demande intérieure, Inde mise à part, les pays asiatiques restent fortement importateurs de produits laitiers. En 2016, la valeur de leurs achats sur le marché mondial a dépassé les 12,5 milliards de dollars, soit 30% des échanges internationaux. La Chine à elle seule est responsable de plus de la moitié des importations asiatiques.

La diversité des situations économiques des pays de cette zone explique les différences en termes de produits importés. Le Japon et la Corée, au niveau de vie élevé et au marché mature, concentrent leurs achats sur des produits à forte valeur ajoutée comme les fromages tandis que d'autres, comme les Philippines ou l'Indonésie, importent en priorité des ingrédients secs.

En 2016, les achats des pays asiatiques ont rebondi, après une année 2015 relativement peu dynamique. Seules les importations japonaises de beurre et de poudre maigre ont fortement reculé, sous l'effet d'un rééquilibrage du marché intérieur, tandis que les importations coréennes de fromages ont stagné.



JAPON STABILISATION DE LA PRODUCTION

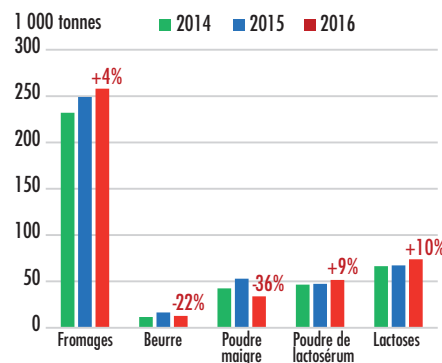
Après une baisse, quasi ininterrompue entre 2003 et 2014 (-23%), la production laitière japonaise a, pour la deuxième année consécutive, légèrement rebondi (+0,2% /2015 après +0,6% /2014). En cumul, la hausse approche 1% sur les deux dernières années pour atteindre 7,4 millions de tonnes.

Cette rupture de tendance s'explique d'abord par la hausse du nombre de vaches laitières traitées dans l'île d'Hokkaido (+3%) qui compense le repli dans le reste du pays (-3%). Cette évolution positive du cheptel ne devrait pas se poursuivre en 2017. Le nombre de génisses laitières a en effet chuté de 5% en 2016 par rapport aux niveaux des 3 années précédentes. La hausse des cours des animaux de race à viande a accentué la volonté des éleveurs laitiers de procéder à plus de croisement avec des semences Wagyu au détriment des animaux de races laitière. En outre, l'entrée en production de nombreuses génisses a permis une hausse des rendements laitiers, mais a également réduit le stock disponible.

Après la chute enregistrée en 2014, la production de beurre a progressé pour la deuxième année consécutive (+2% /2015), mais est restée inférieure au niveau de 2013. Dans le même temps, la demande des industriels et artisans a reculé. Signe de la fin de la relative pénurie qui a touché le pays en 2014 et 2015, le prix du beurre s'est stabilisé en 2016, les importations ont reculé de 22% après avoir bondi en 2015, et les stocks ont progressé. Le constat est le même pour la poudre de lait écrémé.

Les fabrications de fromages et de crème ont été réduites, ce qui a relancé les importations favorisées par la faiblesse des cours internationaux et la fermeté du yen vis-à-vis de l'euro et du dollar australien. La hausse des achats de fromages (+4% /2015) a surtout profité aux fournisseurs européens et néozélandais, aux dépens des australiens et étatsuniens. Ainsi, le Japon a conforté sa place de premier importateur mondial de fromages.

IMPORTATIONS JAPONAISES DE PRODUITS LAITIERS

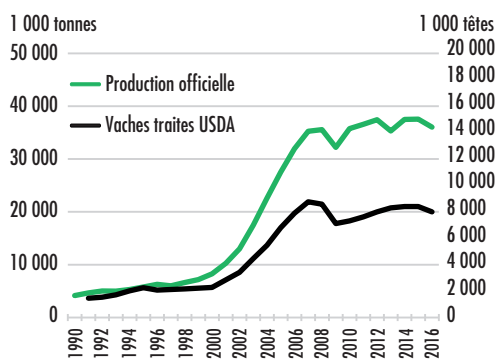


Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

3 ASIE CHINE, UNE PRODUCTION SOUS PRESSION

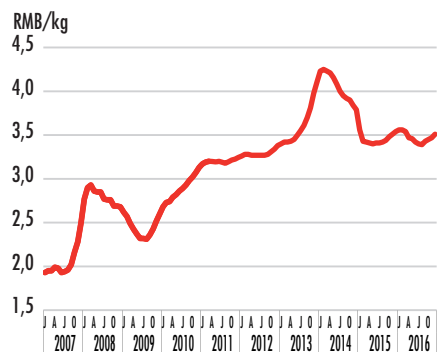


ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DU CHEPTEL LAITIER EN CHINE



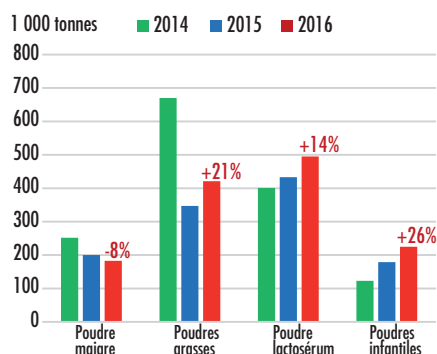
Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après USDA et MOA chinois

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT À LA PRODUCTION



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après MOA chinois

IMPORTATIONS CHINOISES DE PRODUITS LAITIERS SECS



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

Le secteur laitier chinois ne voit toujours pas le bout du tunnel. En 2016, la production nationale a officiellement reculé de 4% /2015, à 36 millions de tonnes de lait, un niveau à peine supérieur d'1% à celui de 2008, lorsqu'éclatait la crise de la mélamine.

Des prix peu incitatifs

Le repli de la production chinoise tient à deux facteurs majeurs : l'instauration de quotas de livraisons par les laiteries locales, dans le but de réduire l'offre, dans un contexte de surplus, et le faible prix du lait qui contribue à la décapitalisation laitière. À 3,47 RMB/kg en moyenne en 2016 (0,46 €/kg), le prix payé au producteur a en effet été équivalent à celui de 2015. Ce prix, qui se situe au-dessus du niveau mondial, reste cependant insuffisant pour les éleveurs laitiers confrontés à une augmentation des salaires et aux prix élevés de l'alimentation animale. Car malgré la suppression du prix minimum du maïs décidé en 2016, et la baisse consécutive de 15% en moyenne sur l'année du cours de la céréale, les coûts de production n'ont pas suffisamment reculé pour restaurer la rentabilité de tous les élevages. Le cours du tourteau de soja ne s'est replié que de 2% en moyenne en 2016.

Les évolutions du prix du lait et de l'aliment au cours de l'année ont également pesé sur la production. Alors que le prix du lait baissait au printemps et en été, ceux du maïs et du tourteau de soja grimpaient, resserrant le ciseau des prix et prolongeant les difficultés des petites exploitations laitières, dont plus de la moitié perdrait de l'argent. Le bas prix du lait, synonyme de faible demande, a entraîné la fermeture de nombreuses stations de collecte. Leur nombre avait déjà baissé après la crise de la mélamine, dans le but de réduire les intermédiaires. Souvent seul débouché des petites fermes, leur disparition accélère mécaniquement les cessations d'activité des éleveurs laitiers.

Réduction du cheptel laitier

Le nombre de petits élevages de moins de 10 vaches a donc poursuivi son recul, la hausse de la taille des grands troupeaux ne compensant que partiellement ces disparitions. Le recul de 13% du nombre de vaches importées en 2016 (133 000 têtes), alors que leur prix a chuté de 27% par rapport à 2015, est un signe supplémentaire du manque de dynamisme du secteur laitier chinois. Ainsi, le cheptel a reculé en 2016 de 5%, à 8 millions de vaches en lactation d'après l'USDA.

Malgré le recul de la production laitière, l'offre de produits laitiers locaux serait toujours supérieure à la demande. Si les stocks de produits importés se sont réduits depuis 2014, ils ont pour partie été remplacés par des poudres grasses locales, faute de débouchés. Car les importations de produits laitiers, moins chers et jugés plus sûrs, ne cessent de gagner des parts de marché. Elles pèsent sur les prix et allongent le temps nécessaire à l'écoulement des stocks de poudre détenus par les opérateurs chinois, estimés à plusieurs centaines de milliers de tonnes.

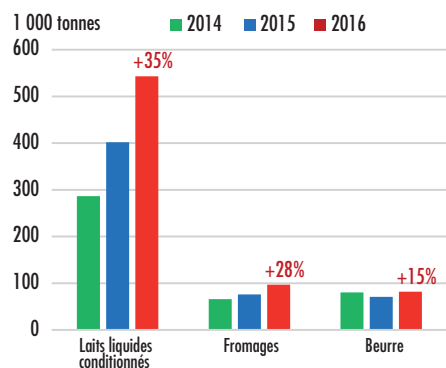
Reprise des importations

À l'exception de la poudre maigre (-9% à 183 000 tonnes), toutes les catégories de produits ont progressé, après une année 2015 en demi-teinte. Les achats de poudres grasses ont rebondi de 21% à 421 000 tonnes, mais restent encore très inférieures au pic de 2014 (-38%), ceux de poudre de lactosérum de +14% à 495 000 tonnes. La Nouvelle-Zélande reste le premier fournisseur de la Chine en produits secs, devant les États-Unis. Les importations de laits infantiles ont poursuivi leur croissance à un rythme élevé (+25%) et représentent plus de 45% de la valeur des produits laitiers importés.

3 ASIE CHINE

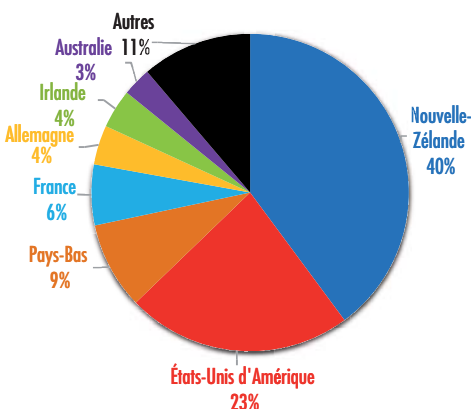


IMPORTATIONS CHINOISES DE LAIT, FROMAGES ET BEURRE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

RÉPARTITION PAR FOURNISSEUR DE PRODUITS LAITIERS SECS IMPORTÉS EN CHINE (2016, EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

On note cependant une diversification des importations, avec une progression dynamique des achats de fromages (+29% à 97 000 t en 2016) et de beurre (+15% à 81 000 t). La plus forte progression a été enregistrée par les laits liquides (+35%) dont les volumes ont dépassé 540 000 t en 2016. Les laits liquides sont en effet devenus, après les laits infantiles, le nouveau terrain de bataille entre entreprises étrangères et chinoises. Le lait liquide reste le principal produit laitier de consommation en Chine, devant le yaourt et les boissons lactées, et loin devant le fromage et le beurre. On peut estimer que le lait liquide (UHT et pasteurisé) représente plus de la moitié des fabrications chinoises. L'Europe se taille la part du lion avec les deux tiers des volumes de laits conditionnés qui entrent sur le marché chinois. L'Allemagne est le 1er fournisseur (40% volumes). Les produits français sont bien placés, en troisième position, avec 15% des volumes. Avec plus de 400 millions de dollars, les importations de lait liquide ont dépassé en 2016 celles de beurre et ont presque égalé celles de fromages. Ce niveau d'importations a été permis par la défiance des consommateurs chinois, qui se déplace de manière croissante sur d'autres produits que les laits infantiles, et le prix du lait importé sur le marché chinois qui reste très compétitif, voire même inférieur au lait liquide local.

Hausse probable des importations à moyen terme

Dans ce contexte de pression des importations et de difficultés du secteur laitier national, de nouveaux documents chinois publiés en 2016 tablent sur une hausse modérée de la production laitière dans un proche avenir : de +1,5%/an à 41 ou 42 millions de tonnes en 2020 et 45 millions de tonnes en 2025. Les ressources fourragères limitées et les contraintes environnementales fortes sont avancées pour expliquer la révision à la baisse des ambitions, mais la défiance des consommateurs envers les produits locaux n'est pas mentionnée.

Cependant, même le sens de l'évolution reste loin d'être acquis, étant donné le recul de la production laitière en 2016. L'écart grandissant anticipé entre production et consommation chinoise sera comblé par des importations croissantes. Selon les documents officiels, elles bondiraient de 70%, à 19 millions de tonnes en équivalent lait en 2025. La hausse de la demande serait ainsi être couverte aux deux tiers par des importations supplémentaires. Ces achats sur le marché international seront également motivés par une demande croissante en produits à haute valeur ajoutée et en beurre, crème et fromage ingrédient, peu fabriqués en Chine.



Edito
 Levée de l'embargo sur la viande française bovine : une première étape vers un marché en expansion
 Cédric Meyers, la Chine a, après des années d'après négociations, levé partiellement l'embargo CEE imposé depuis 2001 pour la viande bovine française. La décision s'applique aux viandes saumon de bœuf de moins de 30 mois. Cette annonce intervient après celles concernant la viande d'abattage en septembre 2016 et l'abattage en février 2017.
 La Chine cherche en effet à diversifier ses approvisionnements en viande bovine pour satisfaire une demande qui a progressé notablement ces dernières années, cette viande n'étant pas dans la liste des aliments interdits de la culture chinoise. A côté de celui du porc, du veau, du bœuf et du mouton, la consommation croissante de la production de cette viande est l'objectif principal pour des raisons économiques et sociologiques. La progression du niveau de vie, l'influence des cultures étrangères et l'évolution de la société ont conduit à la hausse de la consommation, en dehors des zones traditionnelles.
 Compte tenu d'une offre contrôlée par des contraintes techniques, économiques comme sanitaires, cette dynamique de la demande a été à l'origine d'une flambée des cours et d'un afflux de viande bovine étrangère, longtemps restée à l'état de viande réexportée de la viande bovine. La Chine en est devenue, au milieu des années 2010, le 1er importateur mondial, en tenant compte des flux illégaux et du peu de consommation de viande de bœuf dans les zones urbaines.
 Si la levée de l'embargo est une bonne nouvelle, le chemin est encore long pour trouver de la viande française dans les assiettes chinoises. Les relations tendues du système sanitaire français, l'opinion de nombreux producteurs et consommateurs, ainsi que des obstacles techniques, administratifs et réglementaires de la Chine et l'absence de certification des produits français, sont autant de difficultés devant empêcher l'accès de nombreux mois, à moins qu'une solution soit trouvée.
 Enfin, l'entrée de la viande sur le territoire chinois n'est pas le scénario que tant espèrent et la complexité du marché est réelle. Les relations tendues du système sanitaire français, l'opinion de nombreux producteurs et consommateurs, ainsi que des obstacles techniques, administratifs et réglementaires, ne plaident pas en faveur d'une levée de l'embargo. En outre, la compétition est rude entre les différents fournisseurs étrangers de viande bovine.
 La communication demeure en effet le facteur primordial pour les viandes haut de gamme sur le marché chinois. La Chine est un marché très réceptif, pour sa première expérience, sur le prix et sur les informations recueillies sur internet ou par le bouche-à-oreille. La viande française doit ainsi parvenir en complément des contacts pour pouvoir peser un jour en Chine.
 Pour plus d'information sur le marché chinois de la viande bovine, lire le *Dossier Economie de l'Élevage n°172* « La viande bovine en Chine, un marché très prometteur mais très concurrentiel ».

Sommaire

2 ALIMENTATION ANIMALE
 Un secteur qui voit la stagnation des productions animales. Mais : prix et importations de substituts en hausse

7 SECTEUR PORCIN
 Les importations chinoises vont-elles se poursuivre en 2017 ?

11 SECTEUR LAITIER
 La Chine prend une augmentation des importations d'ici 2025, malgré la politique de reconquête du marché national

14 SECTEUR OVIN
 La Chine, plus que jamais stratégique pour le marché mondial de la viande ovine

Chine_Abcis

La lettre d'information numérique consacrée à l'économie de l'élevage en Chine

Chaque trimestre, ce bulletin d'une dizaine de pages vous permet de suivre la politique agricole de l'Empire du Milieu et l'évolution des secteurs des produits animaux et de l'alimentation animale.

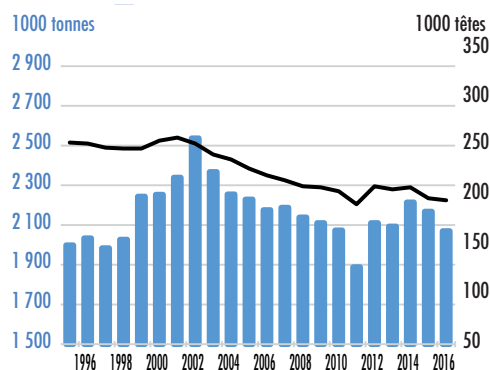
Abonnement un an (4 numéros) : 80 euros

Ancrée sur les savoir-faire des Instituts Techniques et des filières animales, Institut de l'Élevage, IFIP et ITAVI, la société de services ABCIS propose une offre complète et sur mesure aux entreprises, aux collectivités et aux institutions, en France et à l'international.

3 ASIE CORÉE, INDONÉSIE, PHILIPPINES

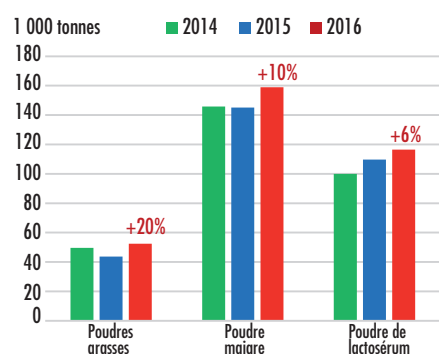


ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DU CHEPTEL LAITIÈRE EN CORÉE



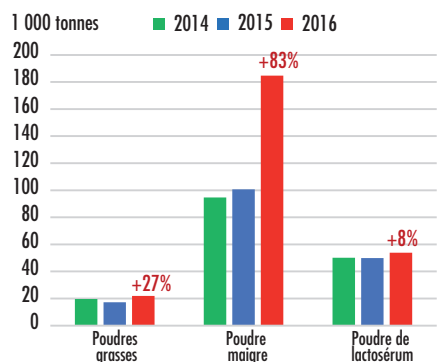
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Korea Dairy Committee

IMPORTATIONS INDONÉSIENNES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

IMPORTATIONS PHILIPPINES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

CORÉE DU SUD, nouveau recul de la production

Suite à la chute enregistrée en 2011 pour cause de fièvre aphteuse, la production laitière coréenne avait rebondi entre 2012 et 2014. Elle a entamé un recul en 2015 (-2% /2014) qui s'est accentué en 2016 (-4,5% /2015), à 2,07 millions de tonnes. Le cheptel laitier s'est réduit de 2% /2015 et le nombre d'exploitations laitières a diminué de 4%.

Alors que production augmentait en 2014, la structure de la consommation poursuivait son évolution aux dépens du lait national. La consommation de lait liquide, issue de la production coréenne, recule tendanciellement tandis que celle de fromages progresse, tirant les importations. La production coréenne de fromages reste en effet handicapée par le prix du lait (843 €/1 000 l en moyenne en 2016) et le marketing des produits importés. Les stocks de produits laitiers, qui avaient atteint 280 000 tonnes équivalent lait en 2015, se sont finalement réduits de moitié en 2016, freinant fortement la production nationale.

L'écart entre production et consommation ne cesse de grandir. Entre 2000 et 2016, la production nationale a reculé de 8%, la demande a progressé de 40% et les importations, mesurées en équivalent lait, ont presque triplé. Ces dernières ont progressé de 2% pour la seule année 2016. Les importations de crème ont explosé (x2,3) à 23 400 t et celles de beurre fortement progressé (+50%) à 9 300 t. En revanche, les importations de fromages ont reculé de 2% à 98 000 t.

INDONÉSIE, une production à la peine

La consommation de produits laitiers a bondi de 42%, entre 2012 et 2015 portée par l'accroissement de la population et l'expansion de la classe moyenne. Soit une hausse de 36% en 3 ans de la consommation par habitant à 15 litres équivalent lait.

Malgré les efforts des autorités, la production locale ne parvient cependant pas à satisfaire cette demande croissante. Elle se remet lentement de la chute de production de 2013 (-18% /2012), consécutive à la vente massive de vaches laitières alors que les prix de la viande étaient élevés. Selon les données statistiques officielles, la production aurait, pour la troisième année consécutive, poursuivi son redressement en 2016 (+2% /2015). À 853 000 t, elle reste cependant toujours inférieure de 12% au niveau de 2012. Le cheptel laitier aurait aussi progressé de 3% /2015 à 534 000 têtes. Mais l'association des éleveurs laitiers indonésiens indique au contraire une production de 700 000 t en 2016, en recul de 7% sur 2015.

Quoi qu'il en soit, la production reste largement insuffisante et les importations couvrent 80% de la demande solvable. Elles se concentrent sur la poudre maigre, dont la production est inexistante, avec 159 000 t en 2016 (+10% /2015) et les poudres grasses, 52 000 t (+20%). De plus elle a importé 116 000 t de poudre de lactosérum (+6%/2015), dont les trois quarts des volumes sont fournis par l'UE.

PHILIPPINES, rebond des importations

Malgré une progression de 33% en 6 ans, la production laitière philippine, 21 160 tonnes en 2016, reste anecdotique dans ce pays de 103 millions d'habitants, à la démographie galopante et l'économie dynamique. Les importations couvrent 99% de la consommation, évaluée à 25 litres équivalent lait/an/hab., et la situation n'est pas prête d'évoluer. En 2016, les achats sur le marché international ont en effet bondi de 55% /2015 d'après les données officielles (2,7 millions de tonnes équivalent lait).

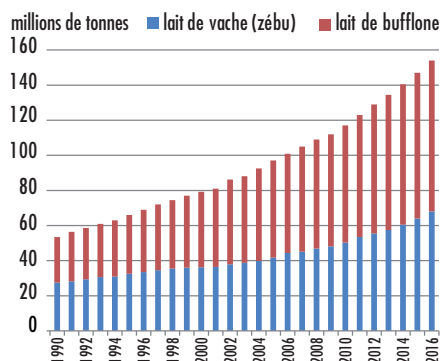
Cette évolution est principalement due à l'explosion des importations de poudre maigre (+83% à 185 000 tonnes). Les importateurs ont profité des bas prix mondiaux pour constituer des stocks et d'alimenter un petit courant d'exportation de poudres de lait vers ses voisins asiatiques (27 000 tonnes en 2016, +29% /2015). À part l'Australie et la France, tous les grands pays exportateurs ont profité de ces achats, et notamment les États-Unis dont la part de marché a bondi de 10 points à 45%. Après un recul en 2015, les importations de poudres grasses et de lactosérum ont rebondi, respectivement de +20% et +8%.

ASIE

INDE, DES ÉCHANGES TRÈS LIMITÉS

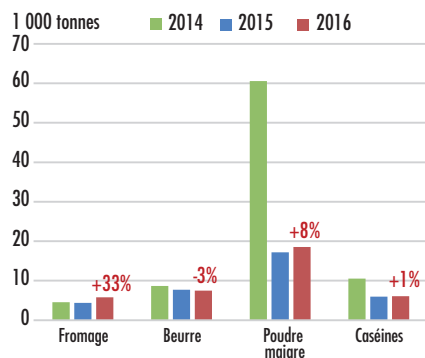


ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE EN INDE



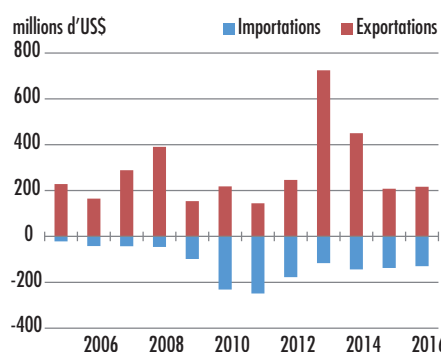
Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après USDA

EXPORTATIONS INDIENNES DE PRODUITS LAITIERS



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

ÉCHANGES EXTÉRIEURS DE PRODUITS LAITIERS



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

Malgré une production toujours très dynamique, le secteur laitier indien reste concentré sur son marché intérieur et peu impliqué sur le marché mondial des produits laitiers.

La production poursuit sa croissance

Estimée à 154 millions de tonnes en 2016 par l'USDA, la production laitière indienne aurait de nouveau progressé de 5% (+7 millions de tonnes) par rapport à l'année précédente. Les politiques de développement du secteur, via des programmes d'amélioration génétique, d'optimisation de l'alimentation, de maîtrise sanitaire et d'organisation de la collecte, continuent de porter leurs fruits. Le potentiel génétique des animaux demeure néanmoins assez faible et leur productivité limitée (\approx 1 600 kg par vache et par an en moyenne), malgré le développement des croisements. L'accroissement de la production repose ainsi toujours essentiellement sur l'augmentation du nombre de vaches traites, estimé à 95 millions en 2016. Le secteur reste toutefois confronté aujourd'hui à la diminution du niveau des nappes phréatiques, conséquence de pompages excessifs pour l'irrigation, à la réduction des surfaces de terres cultivables face à l'expansion des villes et l'insuffisance des ressources fourragères.

Environ 56% des volumes produits sont issus d'élevages de bufflonnes, plébiscitées pour la teneur élevée en matières grasses de leur lait (1^{er} critère de paiement du lait), ainsi que la possibilité de valoriser les réformes dans le circuit « viande », alors que l'interdiction d'abattages des zébus, pour raisons religieuses, se renforce dans de nombreux États indiens. L'essentiel de la production provient en outre de très petites structures (moins de 5 vaches ou bufflonnes).

Une demande intérieure très dynamique

La croissance de la production indienne a pour unique objectif de répondre à la soif de lait du pays, qui ne cesse d'augmenter avec l'accroissement de la population indienne (+1%/an, soit environ 16 millions de bouches supplémentaires à nourrir) et la hausse des revenus. Dans un pays à forte population végétarienne, le lait et les produits laitiers constituent en effet une importante source de protéines. La disponibilité moyenne par habitant est ainsi passée de 75 kg d'équivalent lait en 2000 à 116 kg en 2016 (+4%/2015). L'amélioration du niveau de vie des consommateurs conduit en outre à l'augmentation de la demande pour des produits laitiers à plus haute valeur ajoutée.

Une présence très limitée sur le marché mondial

Bien que l'Inde soit le 1^{er} producteur mondial et un gros consommateur de lait, elle est quasiment absente du marché mondial. Afin de protéger son marché intérieur le pays applique en effet une politique douanière restrictive à ses frontières : les importations de produits laitiers sont régulées en fonction de la conjoncture par des contingents, des droits de douanes élevés, des permis d'import et des certificats sanitaires ; et seuls quelques surplus sont exportés lorsque le marché est porteur.

En 2016, les importations indiennes sont restées négligeables (4 500 t de beurre, 1 500 t de fromages et moins de 200 t de poudre maigre), malgré la chute des cours mondiaux. Les exportations de poudre maigre ont en revanche progressé (+8% à 18 600 tonnes), ainsi que celles de fromages (+33% à 5 800 t), tandis que les achats de beurre reculaient de 3% à 7 500 t. La balance commerciale indienne en produits laitiers s'est ainsi améliorée, à 86 millions US\$, tous produits laitiers confondus (+22%/2015).

En 2017, la production laitière indienne devrait poursuivre sa croissance, mais le pays continuera à privilégier sa consommation intérieure et demeurer en retrait du marché mondial.

3 ASIE ÉVÈNEMENTS MAJEURS DANS L'INDUSTRIE LAITIÈRE EN 2016



En Chine, Junlebao inaugure une nouvelle usine de produits ultra-frais à Zhengyang dans la province du Henan suite à un investissement de 145 millions €. **Zhongding Dairy Farming** projette la mise en place d'un complexe agricole, dont laitier, à Zhuozhou dans la province du Hebei, moyennant 50 millions €. Le groupe taiwanais **Want Want** investit 40 millions € à Nanjing dans la fabrication de produits laitiers frais et de gelées à base de thé. **New Hope** finalise la construction d'une usine de produits laitiers frais à Baoding dans le Hebei, suite à un investissement de 35 millions €. **Saikexing**, 4^{ème} entreprise nationale de production de lait à la ferme, annonce un plan d'investissement de 110 millions € pour construire 4 fermes regroupant un total de 20 000 vaches laitières. **Yili** acquiert 37% du spécialiste du lait biologique **Shengmu** pour 625 millions €. Début 2017, **Wensdi**, plus gros producteur de lait à la ferme du sud du pays, construit un nouveau centre de production à Lianzhou pour 35 millions €, tandis que **Mengniu** augmente sa participation de 25,5% à 39,9% dans le capital de **China Modern Dairy**, société d'élevage, pour 220 millions €.

En Inde, **Kwality Ltd** annonce un plan d'investissements pluri-annuel de 65 millions € pour accroître la capacité de ses sites de transformation. **Bangalore Cooperative Milk Union** construit une nouvelle usine à Kanakapura pour 55 millions €. Le groupe **Amul** finalise l'extension de ses usines localisées à Pune et Kolkata (43 millions €), et inaugure un nouveau site de transformation à Howrah dans l'État du Bengale. Début 2017, Amul investit 60 millions € dans un centre d'insémination, une usine d'aliment, un atelier de traitement de chocolat et une tour de séchage dans le Gujarat. **Lactalis** renforce son

assise industrielle en acquérant l'activité laitière du groupe **Anik Industries** pour 64 millions €.

Au Pakistan, **ICI**, en partenariat avec le groupe japonais **Morinaga**, investit 40 millions € dans la construction d'une usine de lait infantile à Karachi. **FrieslandCampina** acquiert 51% d'**Engro Foods** pour 420 millions € et annonce un investissement de 90 millions € sur deux ans au sein de sa nouvelle filiale.

Au Japon, **Meiji** rassemble ses activités de R&D concernant les produits laitiers et la confiserie sur un seul site à Tokyo, où 140 millions € sont investis.

En Corée du Sud, **Maeil Dairies** construit un centre de production laitière à Gochang, moyennant 30 millions €.

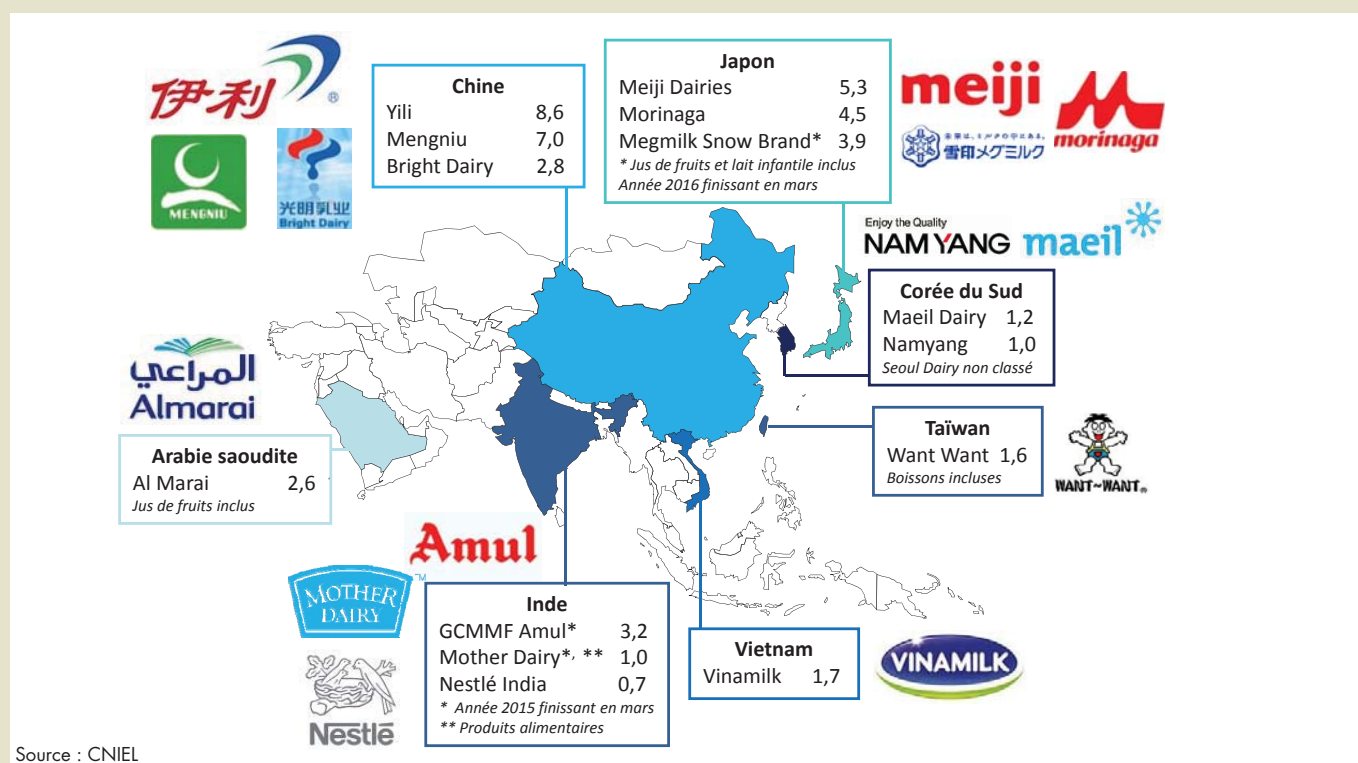
En Indonésie, **Japfa** construit une méga ferme à Wingi et une usine de transformation laitière à Malang, pour un montant global de 70 millions €.

Le groupe singapourien **Fraser & Neave** investit 55 millions € dans l'extension de ses usines localisées à Sheh Alam et Kuching **en Malaisie**, construit une nouvelle laiterie à Ayutthaya **en Thaïlande** moyennant 26 millions €, et acquiert 16 % du capital du groupe vietnamien **Vinamilk** pour 1 320 millions €.

En Israël, **Tnuva**, filiale du groupe chinois **Bright Dairy**, met en service une nouvelle fromagerie à Tel Yosef suite à un investissement de 80 millions €. Début 2017, **Osem**, filiale du groupe **Nestlé**, porte sa participation de 51% à 100% dans le fabricant de lait infantile **Materna**, pour un montant estimé autour de 140 millions €.

CNIEL

LES LEADERS LAITIERS EN ASIE - Chiffres d'affaires 2015 en milliards €



4

AMÉRIQUE DU NORD

Production et consommation dynamiques

La production laitière nord-américaine a de nouveau progressé en 2016. Le fort dynamisme de la consommation intérieure a permis de maintenir des prix incitatifs aux États-Unis et d'augmenter les quotas de production au Canada. Au Mexique, les volumes ont continué de progresser malgré les difficultés liées à la dévaluation du peso. Le faible prix des commodities sur le marché mondial et le dollar fort ont limité les exportations étatsuniennes et poussé à concentrer les envois vers les voisins de l'ALENA où ils rentrent sans droits de douane. Toutefois, la très bonne valorisation des matières grasses sur leur marché domestique a permis à la filière étatsunienne d'écouler ses excédents protéiques à des prix compétitifs.



ÉTATS-UNIS DIFFICILE MAINTIEN DES POSITIONS À L'EXPORT

La production laitière étatsunienne a continué de progresser en 2016 grâce à des conditions climatiques plutôt favorables et à une demande domestique dynamique de beurre et de fromages. Pénalisée par le dollar fort, le pays peine en revanche à maintenir ses positions à l'exportation et sa balance commerciale s'est encore dégradée.

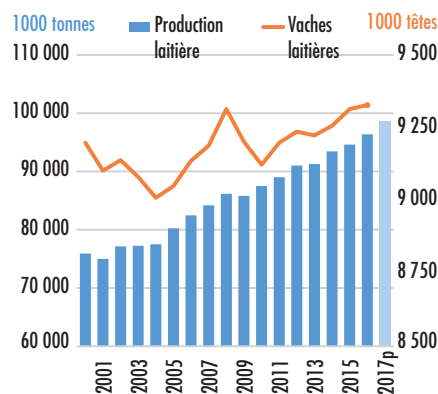
Pas de coup de frein sur la production

En très légère progression en début d'année (+1,0% /2015), la production laitière s'est montrée particulièrement dynamique au 2nd semestre (+2,1%) à contre-courant des autres grands exportateurs mondiaux. Sur l'ensemble de l'année, elle atteint 96,3 millions de tonnes affichant une hausse de 1,6% /2015 (effet année bissextile neutralisé), en phase avec la croissance moyenne annuelle enregistrée sur la dernière décennie. Le cheptel s'est très légèrement consolidé comptant 14 000 vaches laitières de plus en moyenne sur l'année (+0,2%) à 9,33 millions de têtes. Mais surtout, la progression rapide des rendements laitiers s'est poursuivie : le rendement apparent moyen s'est accru de 140 kg à 10 300 kg/vache en 2016 (+1,4% /2015).

Une bonne année climatique et une conjoncture économique incitative en fin d'année

Les États-Unis n'ont pas connu d'accident climatique majeur en 2016 et la sécheresse particulièrement sévère ayant frappé la Californie s'est nettement atténuée. En moyenne annuelle, le coût alimentaire, mesuré par le prix d'une ration type de foin de luzerne, maïs et tourteau de soja, a reculé de 8% /2015. En outre, le marché domestique dynamique a permis de limiter l'impact de la surproduction mondiale sur le prix du lait qui accuse tout de même une baisse de 5% /2015, à 358 \$/t (340 €/t) en moyenne annuelle.

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DU CHEPTEL LAITIERS AUX ÉTATS-UNIS

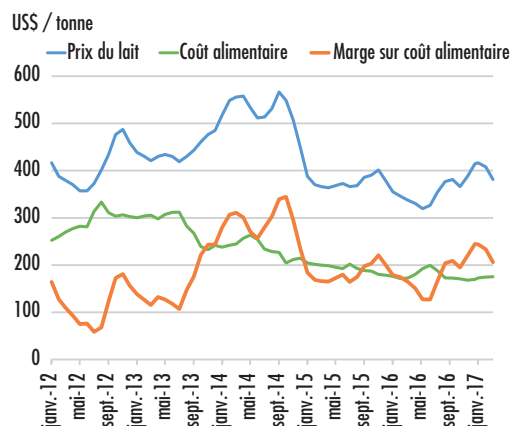


Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après USDA

4

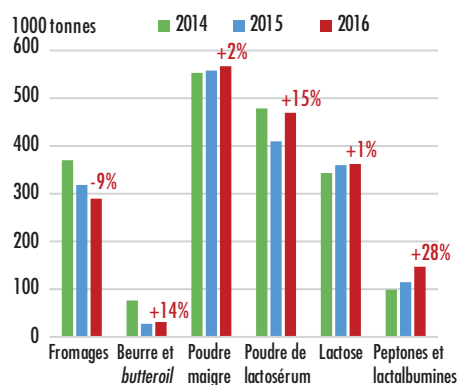
AMÉRIQUE DU NORD

ÉTATS-UNIS

DIFFICILE MAINTIEN
DES POSITIONS À L'EXPORTPRIX DU LAIT, CÔÛT ALIMENTAIRE ET MARGE SUR
CÔÛT ALIMENTAIRE CALCULÉE DANS LE CADRE DU DMPP

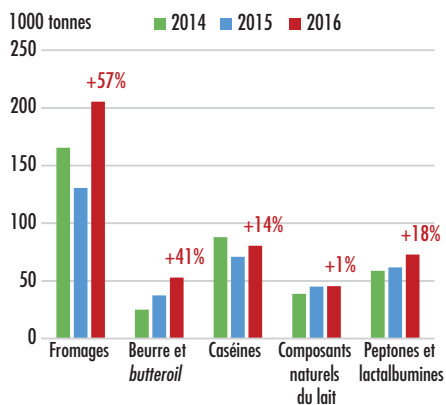
Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après USDA

EXPORTATIONS ÉTATSUNIENNES DE PRODUITS LAITIERS



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

IMPORTATIONS ÉTATSUNIENNES DE PRODUITS LAITIERS



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

L'un dans l'autre, la marge sur coût alimentaire, certes tombée en deçà de 130 \$/t (121 €/t) au printemps, s'est bien redressée au 2nd semestre avec la reprise du prix du lait. À 180 \$/t (168 €/t) en moyenne annuelle, elle n'affiche qu'un petit recul de 2% /2015 et surpasse sensiblement ses niveaux de 2012 et 2013. Fin 2016-début 2017, elle est remontée à des niveaux clairement incitatifs (245 \$/t soit 228 €/t), jamais atteints en dehors des très bonnes années 2007 et 2014.

Une consommation de beurre et de fromage très dynamique

Dans la lignée des 2 années précédentes, grâce à l'accroissement démographique (+0,7% de résidents/2015) et au retour de flamme envers les matières grasses laitières, la consommation nationale de produits laitiers a progressé de 2,4% /2015 en 2016 d'après nos estimations (+1,7%/hab.). La hausse est moindre pour les protéines laitières mais atteint 2,4% pour le beurre, 3% pour les fromages de type cheddar et 5% pour les autres types de fromages.

La vive demande nationale et le dollar fort ont limité les possibilités d'exportation de beurre et de fromages. Ils ont au contraire favorisé les importations, d'autant que sur l'essentiel de l'année, le prix étatsunien sur ces deux types de produits est demeuré bien supérieur à celui des autres exportateurs.

Les importations de produits laitiers ont ainsi progressé de quelque 13% en équivalent lait : +23% pour la matière grasse et +9% pour les autres matières solides.

Des exportations globalement en hausse mais une nouvelle dégradation de la balance commerciale

D'après nos estimations basées sur les données USDA, les exportations ont progressé de 4% en équivalent lait. Mais elles ont reculé en valeur de 9% /2015 à 4,70 Md \$. Avec des importations en baisse de 3% à 2,98 Md \$, le solde commercial laitier a ainsi dégringolé de 18% /2015 à 1,73 Md \$.

Faute de disponibilité et surtout de compétitivité, la balance commerciale étatsunienne sur les **fromages** est devenue négative à -102 millions \$, après trois ans d'excédent. Les exportations ont chuté de 9% en volume à 290 000 t et de 13% en valeur à 1,21 Md \$ (1,09 Md €). Les envois se sont presque maintenus vers le Canada et le Mexique et ont légèrement progressé vers l'Amérique centrale et du Sud grâce à des accords commerciaux avantageux, mais ils ont nettement chuté vers l'Asie. Dans le même temps, les importations de fromages ont bondi de 7% à 205 000 t, dont 71% en provenance de l'UE, mais leur valeur est restée inférieure de 3% à celle de 2015.

Le pays est resté déficitaire en **beurre et butter oil**. Les exportations se sont légèrement redressées à 31 000 t (+14% /2015), mais restent loin des niveaux atteints entre 2010 et 2014 et très concentrées sur les voisins de l'ALENA. Les importations ont quant à elles grimpé de 40% à 52 000 t, notamment en provenance du Mexique (14 000 t, x2) et de l'UE (20 100 t, +41%).

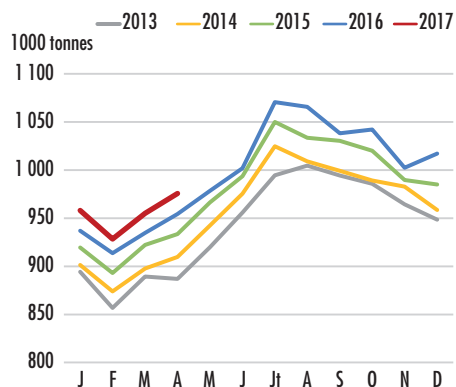
Les exportations nettes d'**ingrédients secs** ont sensiblement progressé : +2% à 566 000 t de poudre maigre, +64% à 44 000 t pour les poudres grasses, +9% à 435 000 t pour la poudre de lactosérum et +40% à 74 000 t pour les peptones et lactalbumines, mais au prix de fortes concessions tarifaires permises par la bonne valorisation de la matière grasse sur le marché domestique. Le prix FOB moyen de la poudre maigre a ainsi chuté de 19% /2015 à 2 000 \$/t et le solde commercial des ingrédients secs, lactoses et caséines inclus, a reculé de 9% à 1,76 Md \$.

Pour 2017, l'USDA prévoit une nouvelle hausse de production de plus de 2%. La consommation devrait rester dynamique en beurre et fromages, ce qui limiterait les exportations de matières grasses surtout si le dollar reste fort.

4 AMÉRIQUE DU NORD MEXIQUE : HAUSSE MARQUEE DES IMPORTATIONS

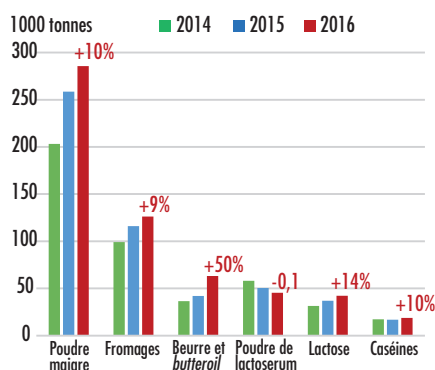


PRODUCTION LAITIÈRE MEXICAINE



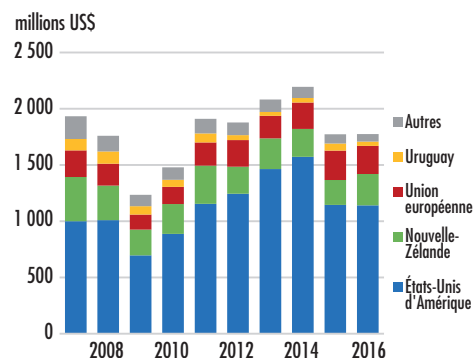
Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après SIAP-SAGARPA

IMPORTATIONS MEXICAINES DE PRODUITS LAITIERS



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

VALEUR DES IMPORTATIONS MEXICAINES DE PRODUITS LAITIERS



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

La production mexicaine a poursuivi sa progression mais la demande nationale croissante en produits transformés et les prix compétitifs des commodités ont boosté les importations malgré la dépréciation du peso.

Nouvelle hausse de la production

La production laitière mexicaine progresse d'année en année en s'appuyant sur les progrès techniques ainsi que sur une hausse du cheptel et de sa valeur génétique. Celle-ci est en partie liée à des importations de vaches laitières (16 400 en 2016), essentiellement en provenance des États-Unis. 2016 a confirmé la tendance avec une hausse de la production de 1,9% /2015 à 12,0 millions de tonnes.

Le prix moyen du lait s'est maintenu à 5,86 pesos/l (0,28 €/l) en 2016. Les éleveurs ont toutefois subi la nouvelle dépréciation significative du peso par rapport au dollar (-21% entre décembre 2015 et décembre 2016) qui a impacté à la hausse les coûts de production, l'essentiel des intrants étant achetés en dollar. Par ailleurs, l'entreprise publique Liconsa, en charge de l'embouteillage et de la vente subventionnée de lait dans le cadre de programmes sociaux, a réduit ses achats de lait mexicain, faute de moyens.

Hausse des importations malgré la forte dépréciation du peso

Le Mexique importe environ 1/4 de sa consommation de produits laitiers. Non seulement la production nationale peine à suivre la demande plutôt dynamique, mais les transformateurs laitiers privilégient en partie l'importation d'ingrédients souvent plus compétitifs et plus fiables sur le plan sanitaire que le lait frais local.

En 2016, les importations mexicaines de produits laitiers ont progressé de plus de 15% en équivalent lait. Compte tenu de la baisse des prix des commodités, leur valeur s'est maintenue en dollar US (1,77 Md) mais elle a progressé de 17% en peso.

Les États-Unis restent de loin le 1er fournisseur mais la Nouvelle-Zélande fait son trou

Comme en 2015, les États-Unis, bénéficiant d'un accès privilégié sans droits de douane dans le cadre de l'ALENA, ont fourni 64% de la valeur des importations mexicaines. La Nouvelle-Zélande a nettement accru la valeur de ses envois (278,5 M US\$; +26% /2016). Elle a ainsi gagné des parts de marché (16%) alors que l'Union européenne les a tout juste maintenues à 14% (250 M US\$; -4%/2015).

Les importations de **poudres de lait** ont encore vivement progressé : +12% /2015 à 297 000 t dont 285 600 t de poudre maigre (+10% /2015). Le Mexique reste ainsi le 1er importateur mondial de poudre maigre. Elle a été fournie à près de 95% par les États-Unis qui écoulent ainsi leurs excédents croissants de protéines lactières.

Les importations de **poudre de lactosérum** ont reculé de 10% /2015 à 45 400 t mais celles de **lactose** (42 100 t, +14%), de **caséines et caséinates** (18 600 t, +10%) et de **peptones et lactalbumines** (18 100 t, +14%) ont sensiblement progressé.

Les importations de **fromages** se sont aussi accrues : +9% à 126 100 t. 71% des volumes ont été fournis par les États-Unis mais ceux-ci ont perdu des parts de marché au profit notamment de l'Union européenne dont les expéditions ont grimpé de 60% à 18 800 t.

Enfin, les importations mexicaines de **matières grasses** ont bondi de 50% à 63 200 t équivalent beurre presque exclusivement sous forme de *butter oil* provenant à 93% de Nouvelle-Zélande.

Pour 2017, le gouvernement mexicain prévoit une nouvelle hausse de la production de 1,7%. La demande nationale devrait continuer de croître notamment pour des produits transformés ce qui devrait à nouveau favoriser les importations.

4 AMÉRIQUE DU NORD ÉVÈNEMENTS MAJEURS DANS L'INDUSTRIE LAITIÈRE EN 2016



Au Canada, le groupe coopératif **Agropur** acquiert le fabricant de crèmes glacées **Scotsburn**. En parallèle, il inaugure à Longueuil son nouveau siège social ainsi qu'un centre de R&D, suite à un investissement de 68 millions €. **Gay Lea** rachète le fromager **Black River Cheese** et le fabricant de beurre **Stirling Creamery**. En outre, il annonce un plan d'investissements de 96 millions € sur 4 ans pour développer sa capacité de fabrication d'ingrédients laitiers. Enfin, le groupe chinois **Feihe** annonce la construction d'une usine de lait infantile à Kingston pour un montant de 160 millions €.

Aux États-Unis, **Dean Foods** acquiert le fabricant de crèmes glacées **Friendly's** pour 140 millions €. Le groupe mexicain **Lala** récupère les actifs de **Laguna Dairy** moyennant 220 millions €. Le transformateur vietnamien **Vinamilk** investit 3 millions € pour porter sa participation de 70% à 100% dans **Driftwood Dairy**. Le groupe irlandais **Ornua** acquiert pour 5 millions € le spécialiste des ingrédients secs **CoreFX**. Le leader suisse **Emmi** rachète les fabricants de fromages biologiques **Tomales Bay Foods** et **Cowgirl Creamery**, puis, début 2017, le spécialiste du lait de chèvre **Meyenberg Goat Milk Products**.

Début 2017 : le fromager allemand **Hochland** acquiert le fabricant de fromage frais à tartiner **Franklin Foods**. **Unibel**, holding du groupe **Bel**, rachète le spécialiste des boissons surgelées prêtes à mixer **Barfresh Food Group** pour 9 millions €. **Glanbia plc** prend le contrôle de **Amazing Grass**, fabricant de produits biologiques et de produits sans OGM. Enfin, **Danone** finalise en avril 2017 le rachat de **WhiteWave Foods** pour 11,7 milliards €, conditionné à la revente de sa filiale **Stonyfield**.

Plusieurs projets industriels d'envergure sont actuellement en cours aux États-Unis. **Chobani** agrandit son site de fabrication de yaourts localisé à Twin Falls dans l'Idaho pour un montant de 90 millions €. Le groupe de distribution **Wal-Mart** construit une usine de conditionnement de lait liquide à Fort Wayne dans l'Indiana. **Select Milk Producers** investit 45 millions € sur le site de sa filiale **Continental Dairy** à Coopersville pour

accroître ses capacités de fabrication de beurre et de poudre de babeurre. **Wells** agrandit son site de fabrication de crèmes glacées à Le Mars (40 millions €). Début 2017, le spécialiste des produits laitiers biologiques **Aurora Organic Dairy** annonce un investissement de 80 millions € dans la construction d'une nouvelle usine de transformation à Columbia (Missouri).

Mais c'est avant tout dans le domaine des fromages que se multiplient les investissements aux États-Unis. **DFA** met en place une JV avec **Arla Foods** pour fabriquer du cheddar dans l'ouest de l'État de New York, moyennant un investissement initial de 52 millions € dans la construction d'une nouvelle usine. **Select Milk Producers** projette d'investir 210 millions € dans sa filiale **Fair Oaks Farms**, codétenue avec **Coca Cola** et localisée dans l'Indiana, pour y développer un complexe fromager. **Kraft Heinz** investit 90 millions € dans l'extension de son usine de fromages fondus dans le Minnesota. **Agri-Mark** agrandit sa fromagerie localisée à Chateaugay (27 millions €).

De nouveaux projets fromagers sont également évoqués début 2017. **Glanbia plc**, en partenariat avec les coopératives américaines **DFA**, **MMPA** et **Foremost Farms**, projette la construction d'une fromagerie et d'une unité de valorisation de lactosérum dans le Michigan (360 millions €). Le complexe, opérationnel fin 2019, devrait transformer 3,6 millions de litres de lait par jour. **Swiss Valley Farms** accroît son site de Luana pour 19 millions €, tandis que **Masters Gallery Foods** se dote d'un nouveau site de conditionnement à Oostburg pour 27 millions €.

Au Mexique, le groupe **Lala** investit 17 millions € dans la construction d'une nouvelle usine à Obregón. Début 2017, **Del Valle Santa Clara**, filiale du groupe **Coca Cola**, annonce la création d'un nouveau site de conditionnement de jus de fruits et de boissons lactées à Lagos de Moreno (90 millions €).

CNIEL

LES LEADERS LAITIERS EN AMÉRIQUE DU NORD - Chiffres d'affaires 2015 en milliards €



Source : CNIEL

LAND O'LAKES, INC.
growingtogether

5

MERCOSUR



Productions en net repli

En 2016, la dégradation des conditions climatiques (inondations en Argentine et en Uruguay, sécheresse au Brésil) et les crises économiques et politiques, notamment en Argentine, ont conduit à la chute des productions laitières sud-américaines. Les échanges entre les trois pays sont toutefois restés dynamiques, avec le boom des achats brésiliens chez ses deux voisins. Les envois de produits laitiers se sont en revanche effondrés à destination du Venezuela.



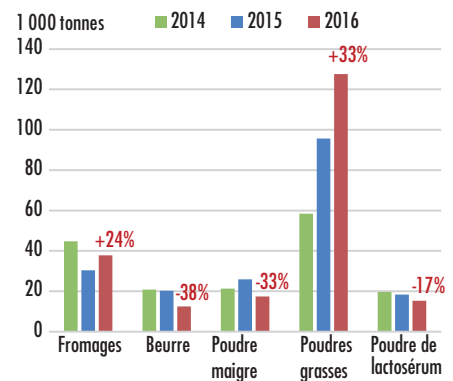
URUGUAY NOUVEAU BOND DES ENVOIS DE POUDRES GRASSES

Les exportations uruguayennes de poudres grasses ont à nouveau grimpé en 2016, grâce au dynamisme des envois vers le Brésil.

En 2016, les fortes précipitations au 1^{er} semestre et les difficultés de marché (incertitudes sur les prix et fort endettement des éleveurs conduisant à des arrêts) ont entraîné la chute de 10% de la production laitière uruguayenne, à 2,1 millions de tonnes, son niveau le plus bas depuis 2010. La dépréciation du peso uruguayen par rapport au dollar (-10% en moyenne sur 2016) a toutefois permis la hausse du prix moyen payé au producteur en monnaie nationale (+3% /2015 à 8,43 pesos /l, soit ≈0,25 €/l). Ce dernier restait néanmoins inférieur de 15% à son niveau de 2014, avant la chute des cours mondiaux.

Malgré le nouveau recul de la collecte, les exportations ont à nouveau grimpé de 10% en volume, à 1,65 million de tonnes équivalent lait. Leur valeur était toutefois en baisse (-8% à 569 millions d'US\$) en raison de la chute de leur valeur unitaire. Les envois de poudres grasses ont été particulièrement dynamiques (+33% à 127 600 t), grâce au bond des expéditions vers le Brésil (×2,8 à 89 300 t) et malgré l'arrêt des envois vers le Venezuela (26 000 t en 2015) et leur chute à destination de l'Algérie (-33% à 17 000 t). La hausse des achats brésiliens de fromages (× 2,4 à 18 850 t) a également profité aux exportations de ce produit (+24% à 37 750 t).

EXPORTATIONS URUGUAYENNES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

5

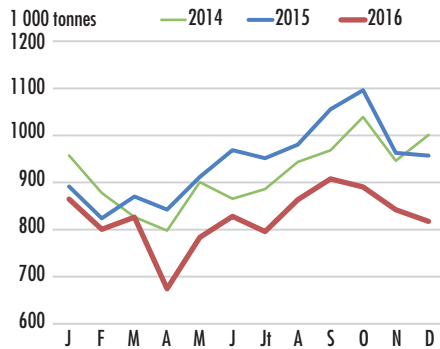
MERCOSUR

ARGENTINE

CRISE DU SECTEUR LAITIER

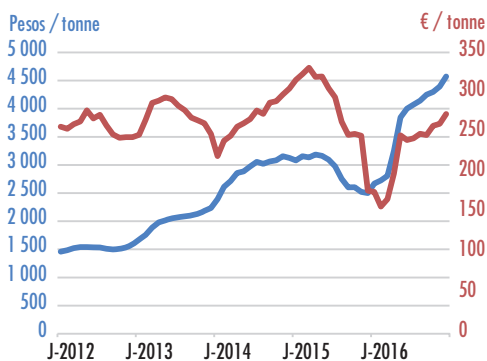


ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE EN ARGENTINE



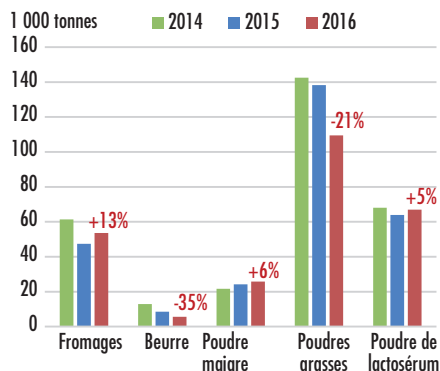
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SAGPyA

PRIX DU LAIT À LA PRODUCTION EN ARGENTINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SAGPyA

EXPORTATIONS ARGENTINES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SAGPyA

D'importantes difficultés climatiques et économiques ont entraîné la chute de la production et des exportations argentines de produits laitiers en 2016.

Décrochage de la production à partir du mois d'avril

En 2016, le secteur laitier argentin a traversé l'une de ses crises les plus dures des 20 dernières années, à l'origine de la chute de 13% de la production laitière nationale, à 10,2 millions de tonnes. En avril et mai, de graves inondations ont touché les principales régions laitières du pays, entraînant le décrochage de la production par rapport aux années précédentes. L'élimination des freins à l'export par le gouvernement Macri, au pouvoir depuis décembre 2015, a en outre boosté les exportations de céréales et entraîné la flambée des prix du maïs. Cette hausse, couplée à la forte dévaluation du peso argentin s'est traduite par l'envolée des prix de l'aliment dans le secteur laitier, alors même que les cours mondiaux des produits laitiers étaient en chute libre. Confrontés à d'importantes difficultés financières, de nombreux producteurs (400 d'après l'USDA) ont été contraints d'arrêter la production laitière, entraînant la diminution du nombre de vaches traitées (-4% /2015 à 1,7 million de têtes d'après l'USDA). D'autres ont fait le choix de stopper la distribution d'aliments concentrés, ce qui a eu un impact négatif sur les rendements laitiers. Les subventions à la production, mises en place par le gouvernement précédent en 2015, ont par ailleurs été arrêtées en mars 2016.

Bond des prix en monnaie locale en raison de l'inflation

La forte dévaluation du peso (-38% en moyenne par rapport à l'euro entre 2015 et 2016) a entraîné une importante inflation des prix en Argentine en 2016. À 3 752 pesos la tonne en moyenne sur 2016, le prix du lait à la production a ainsi bondi de 30% /2015. Converti en euros, il était à l'inverse en recul de 19% par rapport à l'année précédente (à 227 €/t en moyenne), avec notamment un creux marqué en février (-51% /2015 à 158 €/t).

Chute des exportations malgré le dynamisme des envois vers le Brésil

Face au repli de la production, les exportations argentines de produits laitiers ont reculé de 9% en volume par rapport à 2015 (à 1,6 million de tonnes équivalent lait), et de 27% en valeur (à 816 millions de dollars).

Malgré leur bond vers le Brésil (+40% à 35 400 t) et la Russie (*7 à 10 300 t), les exportations de poudres grasses ont chuté de 21% à 109 000 t, suite à l'effondrement des envois vers le Venezuela (-71% à 19 900 t) et leur baisse vers l'Algérie (-8% à 26 200 t). Les exportations de fromages ont en revanche progressé (+13% à 54 000 t) grâce au doublement des envois vers le Brésil (à 22 200 t). Les expéditions de fromages étaient toutefois en baisse vers la Russie, pour la 2^{ème} année consécutive (-11% à 8 600 t).

Le Brésil devient ainsi le premier client de l'Argentine avec 39% des ventes (+23% à 319 millions de US\$), suivi par la Russie (+34% à 89,5 millions de US\$). Anciennement en tête, le Venezuela tombe en 3^{ème} position (-76% à 86,8 millions de US\$).

En 2017, les exportations argentines de produits laitiers pourraient repartir légèrement à la hausse, suite au rétablissement partiel de la production (+2% /2016 d'après l'USDA) et à la remontée des cours mondiaux. De nouvelles inondations début 2017 et les difficultés financières persistantes des éleveurs laitiers pourraient toutefois freiner cette reprise.

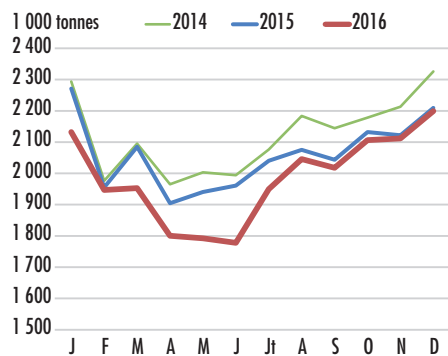
5

MERCOSUR

BRÉSIL BOOM DES IMPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS

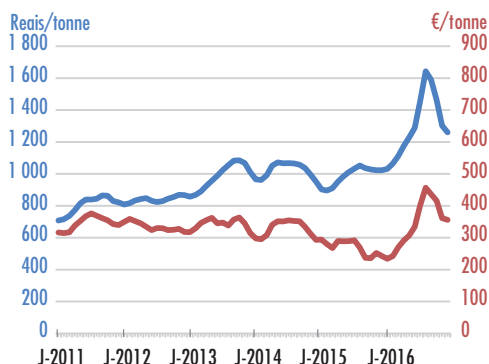


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE LAITIÈRE AU BRÉSIL



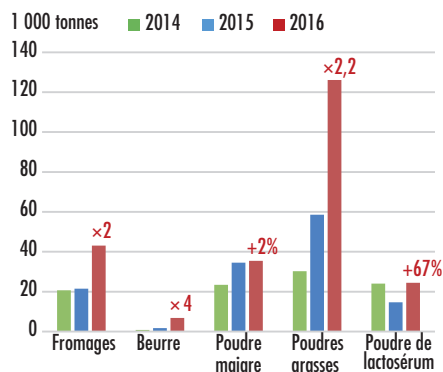
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la CLAL

PRIX DU LAIT À LA PRODUCTION AU BRÉSIL



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après CEPEA

IMPORTATIONS BRÉSILIENNES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

La baisse de sa production laitière en 2016 a conduit le Brésil à creuser le déficit de sa balance commerciale en produits laitiers, afin de satisfaire sa demande intérieure.

Nouveau recul de la collecte

En 2016, la collecte laitière brésilienne aurait baissé de 4% /2015 d'après la CLAL, à 23,8 millions de tonnes. La sécheresse sévère ayant touché le sud du pays (région concentrant la majorité de la production) a en effet fortement dégradé les conditions de pâturages des vaches laitières.

Face au manque de lait sur le marché intérieur, le prix à la production a bondi de 32% à 1 301 reals/t en moyenne sur l'année, avec notamment un pic à 1 643 reals la tonne en août 2016 (≈ 457 €). La hausse a été un peu moins marquée en euros (+27% à 342 €/t en moyenne sur 2016) en raison de la dépréciation du real par rapport à la monnaie européenne (-5% /2015).

Chute des exportations de poudres grasses

La baisse de la production s'est directement répercutée sur les exportations brésiliennes de produits laitiers qui ont reculé de 61% en volume (à 184 000 tonnes équivalent lait), et de 43% en valeur (à 203 millions de US\$). Le marché intérieur, porté par la croissance de la population (+1% en 2016 à 210 millions d'habitants) a en effet été privilégié, au détriment des exports, d'autant que la hausse des prix rendait les produits brésiliens moins compétitifs sur le marché mondial. En outre, le Venezuela, principal client des exportations brésiliennes de poudres grasses, a fortement réduit ses achats en 2016 (-65% à 14 300 t depuis le Brésil). Au total, ces exportations représentent une part très faible de la production laitière nationale (<1%).

Forte progression des importations de produits laitiers

Face au recul de la production et des fabrications, le Brésil a en revanche davantage importé de produits laitiers pour satisfaire sa demande intérieure : les achats ont grimpé de 84% en volume (à 2 millions de tonnes équivalent lait) et de 44% en valeur (à 808 millions de US\$). Le déficit de la balance commerciale en produits laitiers a ainsi triplé entre 2015 et 2016 pour atteindre 605 millions de US\$.

Les importations de poudres grasses ont bondi (x2,2 à 126 100 t), grâce à la progression des achats depuis l'Uruguay (x2,7 à 86 200 t), l'Argentine (+36% à 34 400 t) et le Chili (x4,8 à 4 200 t). Les importations de fromages ont également doublé, à 43 100 t (x2 depuis l'Argentine à 21 700 t ; x2,4 depuis l'Uruguay à 18 600 t). Suite au recul des importations de poudre maigre en provenance d'Argentine (-5% à 14 100 t) et d'Uruguay (-24% à 13 400 t), le Brésil a cherché d'autres marchés pour maintenir ses achats (+2% à 35 400 t) : malgré un droit de douane élevé (33%), les achats de poudre maigre étatsunienne ont ainsi triplé à 6 100 t, alors que 1 700 t arrivaient du Chili (0 en 2015).

Avec 41% de parts de marché (31% en 2015), l'Uruguay passe devant l'Argentine (38% en 2016 ; 44% en 2015) et devient le 1^{er} fournisseur de produits laitiers du Brésil en valeur.

Sauf incident climatique, la production laitière brésilienne devrait repartir à la hausse en 2017 et permettre au pays de réduire son déficit commercial, d'autant que la consommation intérieure semble plombée par la crise politique et sociale qui n'en finit pas.

5 MERCOSUR ÉVÈNEMENTS MAJEURS DANS L'INDUSTRIE LAITIÈRE EN 2016



Au Chili, plusieurs transactions importantes confortent la présence de transformateurs européens. **Danone** cède sa filiale locale au groupe chilien **Watt's** pour 21 millions €. Le groupe suisse **Emmi**, au travers de sa filiale **Kaiku Corporación Alimentaria**, porte sa participation dans le groupe chilien **Surlat** de 45% à 98%. Enfin, début 2017, **Lactalis** acquiert les fromagers **La Vaquita**, **Lácteos Kümey**, **Lácteos del Sur** et sa filiale **Mulpulmo** pour un montant de 96 millions €.

Parmi les autres acquisitions importantes, à noter en Argentine le rachat par **Vicentín** de 90% du capital d'**ARSA**, ex-filiale de **SanCor** spécialisée dans la fabrication de produits ultra-frais, pour un montant de 90 millions €. En parallèle, le groupe **Arcor** investit 32 millions € pour augmenter sa participation de 25% à 33,5% dans **La Serenísima**. Enfin, le groupe mexicain **Lala** étend son assise industrielle en Amérique centrale via l'acquisition de **Florida Bebidas** au Costa Rica et de **Lácteos La Perfecta** au Nicaragua.

Parmi les principaux investissements industriels figure la construction d'un nouvel atelier de séchage par **La Serenísima** à Trenque Lauquen **en Argentine**, moyennant un investissement de 45 millions €.

Au Brésil, **CCGL** construit une nouvelle unité de séchage à Cruz Alta dans le Rio Grande do Sul pour un montant de 34 millions €, tandis que **Lactalis** annonce un investissement de 27 millions € sur deux ans pour accroître sa capacité annuelle de transformation de 900 à 1 400 millions de litres dans l'État du Rio Grande do Sul.

En Colombie, le groupe **Alpina** investit 24 millions € dans l'agrandissement et la rénovation de ses installations, dont 10 millions € sont consacrés à la construction d'une nouvelle plate-forme de distribution en froid positif à Galapa.

Le groupe jordanien **Hammoudeh** projette un investissement de 27 millions € pour construire à Florida, **en Uruguay**, une usine de produits laitiers halal pour le marché local et l'exportation. **En République dominicaine**, le groupe **Rica** annonce un plan d'investissement de 90 millions € sur 5 ans pour accroître ses capacités de conditionnement de lait liquide et de jus de fruits.

CNIEL

LES LEADERS LAITIERS EN AMÉRIQUE DU SUD - Chiffres d'affaires 2015 en milliards €



Source : CNIEL

6

EUROPE

L'UE soulage les marchés

La crise a momentanément stoppé le dynamisme laitier de l'UE-28. L'embargo russe imposé aux produits laitiers européens et étatsuniens a stoppé le déclin de la production nationale et conforté l'implantation de la Biélorussie sur le marché russe, aux dépens de l'Ukraine désormais exclue.



UNION EUROPÉENNE, REFLUX DE LA PRODUCTION

Dynamisme laitier momentanément stoppé

La libéralisation de l'économie laitière européenne a poursuivi ses ravages en 2016. Le tsunami laitier provoqué par la suppression des quotas laitiers s'est prolongé jusqu'au 1^{er} trimestre 2016 : la collecte européenne a bondi de 6% d'un hiver à l'autre (après neutralisation de l'effet année bissextile). Au 1^{er} trimestre 2015, elle avait subi un violent coup de frein en toute fin de la dernière campagne sous quota.

Dès le printemps 2016, la collecte européenne a nettement reflué presque partout, sauf en Irlande et aux Pays-Bas. De nombreux éleveurs ont levé le pied, contraints par leur laiterie ou par des trésoreries exsangues. Ce ralentissement a entraîné le redressement du prix du lait, malgré la faiblesse du prix des protéines laitières.

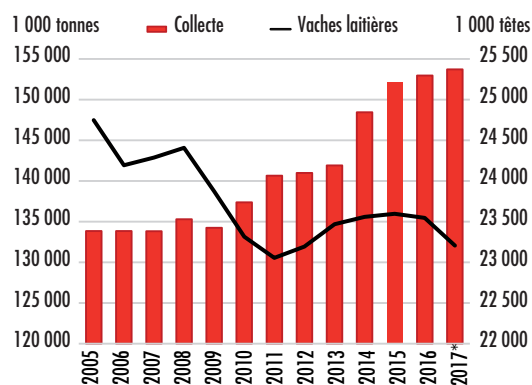
Adopté en septembre, le plan d'aide à la réduction volontaire et temporaire de la collecte laitière a connu un franc succès. Il a probablement accentué le reflux de la production au 4^{ème} trimestre (-4% /2015). Au final, la collecte annuelle de l'UE-28, à 152,8 millions de tonnes, a faiblement progressé de +0,2% /2015 après neutralisation de l'effet année bissextile.

Cheptel laitier préservé

La plupart des éleveurs ont ralenti voire stoppé la croissance de leur troupeau qu'ils ont ainsi rajeuni grâce à des effectifs étoffés de génisses amouillantes et des réformes abondantes de vaches âgées.

Selon l'inventaire de décembre 2016, le cheptel laitier de l'UE-28 n'a que marginalement baissé de 0,2% /2015, à 23,55 millions de têtes, après 3 ans de progression. Le stock de vaches a significativement baissé en France, en Allemagne, dans les pays scandinaves et dans la plupart des pays de l'Est. Il est resté stationnaire en Europe du Sud et au Royaume-Uni. À l'inverse, il s'est encore étoffé en Irlande, aux Pays-Bas et en Pologne.

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET DU CHEPTEL LAITIERS DE L'UNION EUROPÉENNE

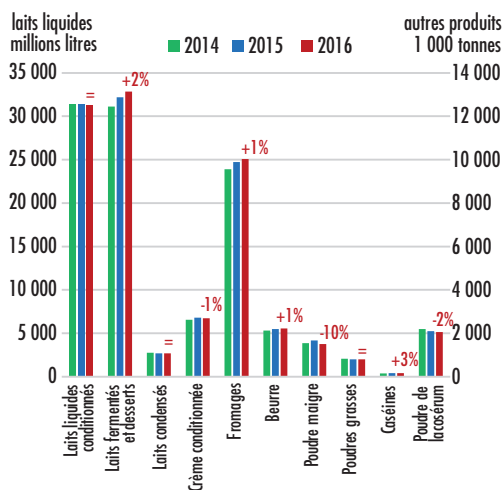


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

6 EUROPE UNION EUROPÉENNE

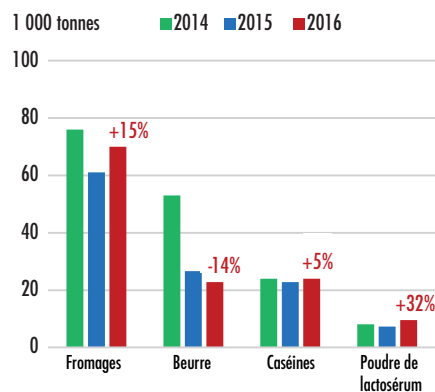


UTILISATION DE LA COLLECTE EUROPÉENNE



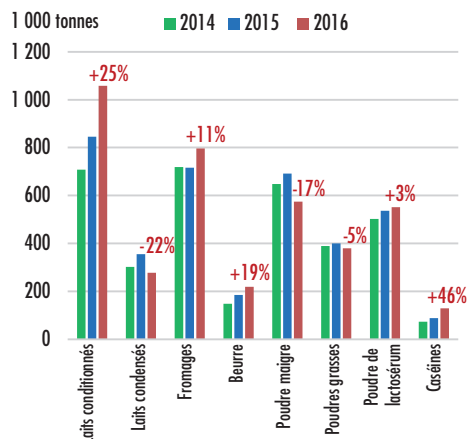
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

IMPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE-28



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE-28



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Fabrications contrastées d'un semestre à l'autre

L'utilisation de la collecte laitière européenne a peu évolué en moyenne annuelle. Au 1^{er} semestre, le supplément de collecte (+2,7 millions de tonnes de lait soit +4% /2015) a été surtout transformé en beurre (+10% /2015), en poudres de lait (+11%) et en fromages (+3%). À l'inverse, au 2nd semestre, les fabrications de produits de reports (beurre et de poudre de lait) ont reflué de 5% /2015. Les laiteries, qui disposaient de stocks importants mi 2016, ont aussi ralenti les fabrications de laits conditionnés et de fromages ingrédients.

Le faible supplément de la collecte annuelle (+600 000 t de lait) a été pour moitié transformé en fromages et pour une autre en ingrédients laitiers (beurre, poudre maigre, caséines). Les fabrications de produits de grande consommation ont été globalement stationnaires en MSU.

Des importations toujours réduites

Les importations extra-communautaires de produits laitiers, même si elles ont regagné quelques volumes, sont toujours faibles. Estimées à 1,2 million de tonnes équivalent lait en 2016, elles couvrent moins de 1% de la consommation européenne. Les produits laitiers importés entrent à droits de douane nuls ou réduits dans le cadre de contingents. Les importations de fromages ont rebondi de 15% /2015, à 70 600 t, sans retrouver le volume de 2014. Celles de beurre, presque exclusivement néozélandais, se sont encore érodées, à 7 500 tonnes. Elles ont été divisées par cinq en deux ans. La Nouvelle-Zélande n'a ainsi utilisé que 7% de son contingent de beurre à droits de douane nul (77 000 t de beurre).

Croissance modérée de la demande européenne

La consommation intérieure de lait et de produits laitiers à base de lait de vache a progressé modérément. La hausse de l'utilisation intérieure (+0,5% /2015) repose surtout sur la croissance démographique (+0,4%) et secondairement sur celle de la consommation moyenne par habitant (287 kg équivalent lait). La consommation moyenne de beurre progresse de 100 g à 4,1 kg/hab., celle de fromages de 200 g à 18,7 kg et celle d'ultra frais de 400 g à 25,7 kg. En revanche celle de laits conditionnés a de nouveau reculé à 59,2 litres/hab. La consommation a évolué diversement selon les pays : déprimée en France, atone en Allemagne, contrastée au Royaume-Uni, croissante en Pologne et à l'Est de l'UE.

Croissance des exportations de produits laitiers

En 2016, les exportations extra-communautaires ont progressé modérément (+4% /2015), insuffisamment pour résorber l'important stock de poudre maigre. Estimées à 18,6 millions de tonnes équivalent lait tous produits confondus, elles ont écoulé 12% de la collecte européenne. Elles ont surtout progressé au 1^{er} semestre grâce à d'importantes disponibilités dans toutes les familles de produits, puis ont été globalement stationnaires au 2nd, comparées au haut niveau du 2nd semestre 2015.

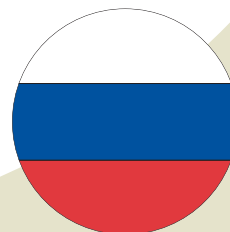
Les exportations extra-communautaires ont été stables en valeur (14,4 milliards d'euros 2016). Elles reposent pour 28% sur les ventes de fromages, suivies des laits infantiles (25%), des poudres de lait (18%), de la poudre de lactosérum (6%), du beurre (6%) et des caséines (4%).

Des stocks de produits de report globalement stables, mais conséquents

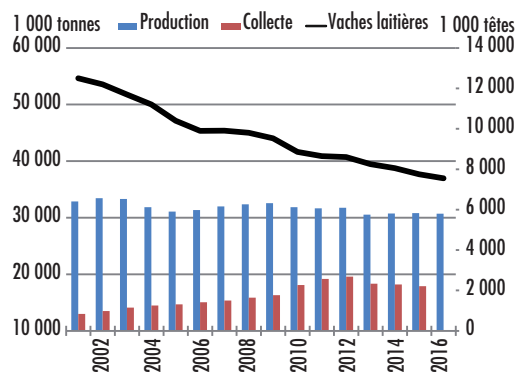
Les stocks de beurre et fromages se sont étoffés au 1^{er} semestre lors de la hausse saisonnière des fabrications, qui fût exceptionnellement forte, puis ont fortement reflué au 2nd, d'autant que la baisse saisonnière des fabrications a été accentuée par le ralentissement de la collecte européenne.

En revanche, les stocks de poudre maigre, n'ont pas dégonflé, malgré la très forte baisse saisonnière des fabrications au 2nd semestre. En somme, les stocks de produits laitiers ont globalement été stationnaires en MSU totale entre le début et la fin 2016, mais leur composition a évolué : avec d'un côté davantage de protéines et de l'autre nettement moins de matière grasse.

6 EUROPE RUSSIE PRODUCTION STABILISÉE

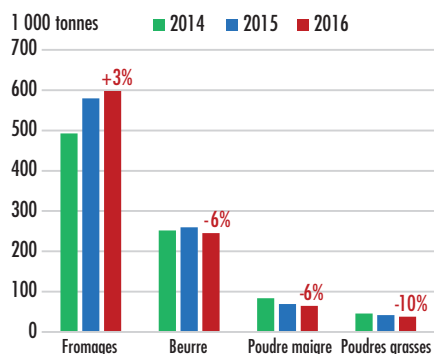


ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION, DE LA COLLECTE ET DU CHEPTEL LAITIERS EN RUSSIE



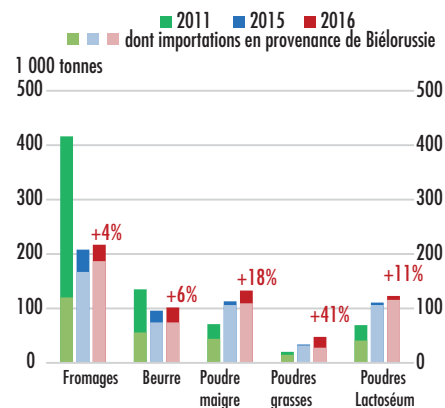
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FAO et USDA

UTILISATION DE LA COLLECTE EN RUSSIE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après USDA

IMPORTATIONS RUSSES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

L'embargo russe instauré depuis l'été 2014 aux produits laitiers européens et étatsuniens a stoppé le déclin de la production laitière.

La production laitière nationale a été stabilisée, légèrement sous 31 millions de tonnes d'après l'agence ROSSTAT. Ramené à 7,55 millions de vaches fin 2016, le cheptel laitier s'érode moins vite (-3% /2015). Il baisse surtout dans les élevages des particuliers qui possèdent encore 46% du cheptel national. La croissance de la production laitière des grandes sociétés laitières, qui fournissent les trois quarts de la collecte nationale, ne fait que compenser le lent déclin des exploitations familiales. Les investissements dans la production laitière demeurent risqués et peu attractifs, malgré un marché intérieur protégé et un prix du lait en hausse (+11% entre 2014 et 2016).

La structure des élevages laitiers est très hétérogène. Avec 84 000 vaches laitières (1% du cheptel national), les dix premières entreprises laitières fournissent 3% de la collecte nationale. Le plus grand élevage du pays a livré 140 000 t de lait en 2014 grâce à un troupeau de 25 400 vaches laitières.

Reprise des importations

En 2016, les importations (tous produits confondus) ont progressé de 11% /2015 en volume, mais restent éloignées du record de 2013 (-28%). L'embargo a provoqué une chute des importations de 35% entre 2013 et 2015 tous produits laitiers confondus. Les achats de beurre et de fromages ont été les plus impactés, respectivement de -50% et -37% en deux ans, faute de fournisseur alternatif à l'UE. En revanche, les importations de poudres de lait (grasses et maigre) ont été quasi maintenues grâce à la Biélorussie et à l'Argentine.

En 2016, la Russie a légèrement accru ses importations de fromages, essentiellement biélorusses (+20 000 t à 187 000 t). Elle a aussi acheté davantage de beurre néo-zélandais (x2 à 14 200 t) faute de disponibilités supplémentaires en Biélorussie (74 500 t).

La Russie a aussi accru ses importations de poudres de lait (principalement maigre et secondairement grasses) de +23% /2015 à 181 000 t. Les transformateurs laitiers ont ainsi pallié le manque de collecte pour répondre à la reprise de la demande intérieure plus dynamique. L'Argentine et la Turquie ont été les deux principaux bénéficiaires de la forte demande russe en protéines laitières, avec respectivement 26 600 t et 9 300 t expédiées en 2016.

La Biélorussie n'a fourni que la moitié des importations supplémentaires de la Russie, faute de disponibilités suffisantes. Elle demeure cependant le fournisseur prédominant avec les 3/4 des achats russes de beurre et de poudres de lait, 86% de fromages et 94% de poudre de lactosérum.

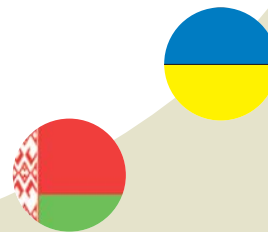
Croissance des fabrications de fromages

Avec une collecte en légère hausse, les transformateurs ont privilégié les fabrications de fromages, aux dépens de celles de beurre et de poudre de lait. Face à la forte demande intérieure en beurre, les transformateurs ont encore accru l'incorporation d'huile végétale (surtout huile de palme) dans les fabrications de fromages pour réduire les coûts de fabrications et accroître les disponibilités en crème.

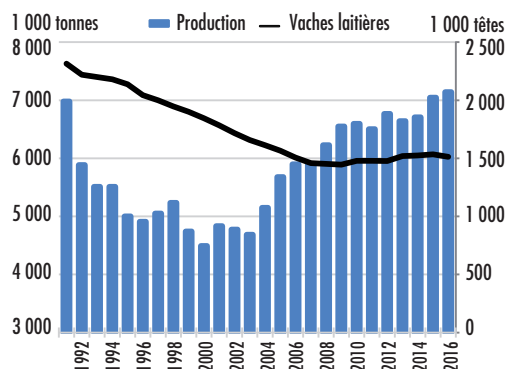
Après avoir décroché entre 2013 et 2015 pour cause de récession économique et en raison de l'embargo, la consommation de produits laitiers a regagné 3 litres à 243 l/hab. équivalent lait en 2016, essentiellement sous forme de fromages (5,7 kg/hab.). Celle de laits conditionnés a encore reculé de 1 litre, à moins de 65 litres par Russe, et celle de beurre s'est érodée de 100 g à 2,5 kg/hab.

En 2017, la production laitière russe s'effriterait de nouveau selon l'USDA. En revanche, le rétablissement de la demande intérieure se poursuivra si la reprise économique se confirme. Auquel cas, la Russie importera davantage de fromages, de beurre mais aussi de poudre de lait en provenance de pays membre de la Communauté des États indépendants (ex-URSS), de la Turquie, mais aussi d'Argentine et d'Uruguay.

6 EUROPE BIÉLORUSSIE ET UKRAINE

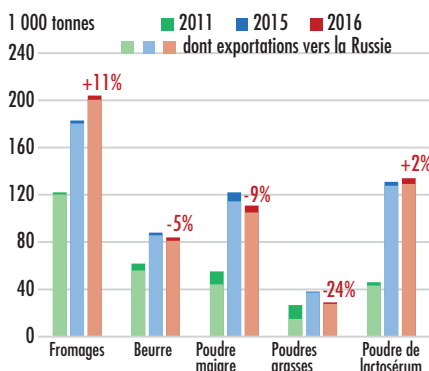


ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DU CHEPTEL LAITIERS EN BIÉLORUSSIE



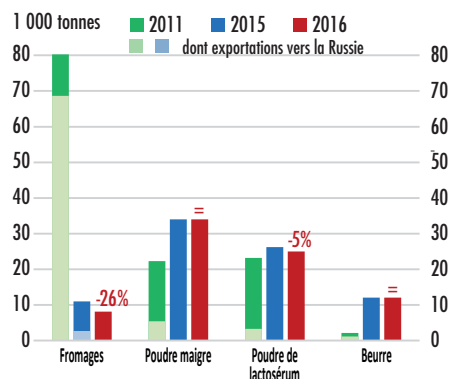
Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après sources nationales

EXPORTATIONS BIÉLORUSSSES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après ITC (Trade Map)

EXPORTATIONS DE L'UKRAINE EN PRODUITS LAITIERS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

La Biélorussie conforte son implantation sur le marché russe aux dépens de l'Ukraine désormais exclue du jeu commercial.

La BIÉLORUSSIE piétine

Après avoir bondi en 2015 (+5% /2014), la production biélorusse a progressé modestement en 2016 (+1,4% /2015 à 7,14 millions de tonnes), avec un cheptel stable malgré un prix du lait qui s'est apprécié de 7% en monnaie nationale à 4 566 BYR/t de lait. Ce prix a en revanche chuté de 14% en euros, à 208 €/t de lait, en raison de la nouvelle dépréciation du rouble biélorusse (1 € = 22 roubles) qui a perdu 20% de sa valeur en un an et les 2/3 en 5 ans. Confrontées à des disponibilités fourragères moins abondantes qu'en 2015, les élevages laitiers n'ont pas tiré parti de la hausse du prix du lait au détail en monnaie nationale, car dans le même temps ils ont subi le renchérissement des aliments du bétail essentiellement importés.

Les transformateurs ont sensiblement modifié leurs fabrications pour répondre aux besoins du marché russe : hausse des fromages et tassement du beurre et des poudres de lait. Mais ils n'ont pu accroître significativement leurs exportations en volume faute de croissance notable de la production laitière nationale.

Les exportations annuelles de produits laitiers (562 000 t) ont globalement plafonné à 3,7 millions de tonnes équivalent lait, soit 52% de la production laitière nationale. Elles ont en revanche progressé en valeur (+4% /2015) à 1,8 milliard de dollars, dont 97% vendues à la Russie. La Biélorussie a accru ses exportations de fromages, aux dépens de celles de beurre (-5%) et de poudres de lait (-13%).

Relativement faibles, les importations de laits liquides ont cependant doublé en provenance de Pologne (103 000 t en 2016), auxquels s'ajoutent 6 300 t de fromages et 3 700 t de poudre de lactosérum. La consommation intérieure, qui absorbe 45% de la production nationale, a en conséquence sensiblement progressé. Elle est une des plus élevées au Monde (340 l/hab.).

La production biélorusse continuera de croître en 2017 à un rythme qui dépendra des disponibilités fourragères et donc des conditions climatiques. Cependant ses exportations seront entravées par des restrictions imposées par la Russie depuis mai 2017, officiellement pour des motifs sanitaires.

L'UKRAINE décline, impactée par l'embargo russe

La production laitière poursuit son déclin (-3% /2015 à 10,4 millions de tonnes), faute de débouché extérieur et malgré les premiers signes de reprise de la demande intérieure. Depuis l'embargo russe, elle a chuté de 10% /2013. Elle décline dans les élevages des « particuliers » (1 à 5 vaches), qui réalisent encore près de 3/4 de la production nationale, et progresse insuffisamment dans les grands élevages des agroholdings.

La production organisée approvisionne en priorité les circuits de distribution modernes. Les transformateurs ont stabilisé les fabrications de produits laitiers, désormais essentiellement destinés au marché intérieur, lequel a retrouvé quelques couleurs avec la reprise de l'économie.

Les exportations de fromages ont encore reculé de 25% /2015. Tombées à 8 000 t elles ont été divisées par dix en 5 ans. Celles d'ingrédients laitiers (beurre, poudres de lait et de lactosérum) résistent et se maintiennent respectivement à 34 000, 25 000 et 12 000 t. Tous produits confondus, l'Ukraine n'a exporté que l'équivalent de 500 000 tonnes équivalent lait et réalisé 150 millions € de devises en 2016. Les principaux clients sont désormais les autres pays de la CEI (Arménie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Géorgie, Moldavie), devant quelques pays du pourtour méditerranéen (Maroc, Turquie, Égypte).

L'USDA prévoit la poursuite du lent déclin de la production ukrainienne, ramenée à 10 millions de tonnes de lait en 2017, malgré le rétablissement de la demande intérieure.



MÉDITERRANÉE

Reprise des importations

Les importations de poudres de lait par les pays du sud et de l'est de la Méditerranée ont légèrement repris en 2016 (+4% /2015) après avoir fléchi en 2015 pour cause de ralentissement économique et d'instabilité politique. Elles n'ont toutefois pas retrouvé le niveau record de 2014, malgré des tarifs très abordables.

La Nouvelle-Zélande, désormais le 1^{er} fournisseur, a encore gagné des parts de marché (41% du total), aux dépens de l'UE-28 (38%) grâce à une plus forte agressivité commerciale. Dans ce paysage, la Turquie fait toujours exception, avec un marché intérieur très protégé.



ALGERIE, DES IMPORTATIONS EN REPLI ET SOUS LE CONTROLE PUBLIC

En proie à des difficultés budgétaires, l'Algérie s'efforce de développer son autonomie alimentaire. En 2016 après un nouvel accroissement du déficit, l'État algérien a donné un coup de frein aux importations des produits laitiers (-6% /2015).

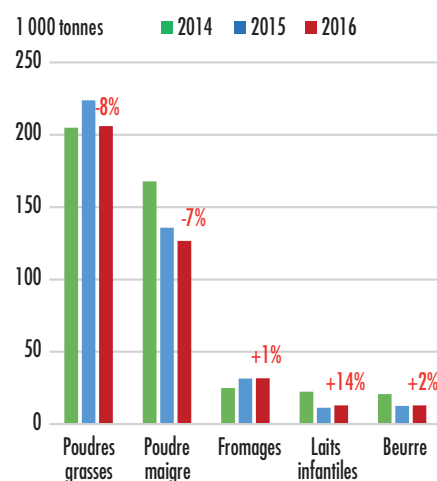
En Algérie, la production laitière satisfait à peine 50% de la consommation intérieure en laits et en produits laitiers. Premier importateur de produits laitiers en Afrique du Nord, ce pays est aussi en première position pour la consommation, estimée à 115 litres équivalents lait par habitant en 2016.

Les poudres de lait représentent 85% des importations de produits laitiers : en 2016, l'Algérie a importé 127 000 t de poudre maigre (-7% /2015) et 206 000 t de poudres grasses (-8% /2015). L'origine reste inchangée : la poudre de lait écrémé provient majoritairement d'UE alors que les poudres grasses proviennent avant tout de Nouvelle-Zélande et d'Amérique du Sud (Argentine et Uruguay). Les autres importations ont par ailleurs progressé en 2016 : fromages (+1%), laits infantiles (+14%) et beurre (+2%).

Stratégie gouvernementale pour la réduction des importations

L'État souhaite favoriser la production locale et lutter contre les gaspillages en réduisant les importations de poudres à droits de douane nuls dont la commercialisation est subventionnée. Il a annoncé en 2016 une réduction d'un tiers des importations via les sociétés publiques et introduit un nouveau système de licences d'importations, nécessaires pour bénéficier des droits de douane réduits.

IMPORTATIONS ALGÉRIENNES DE PRODUITS LAITIERS

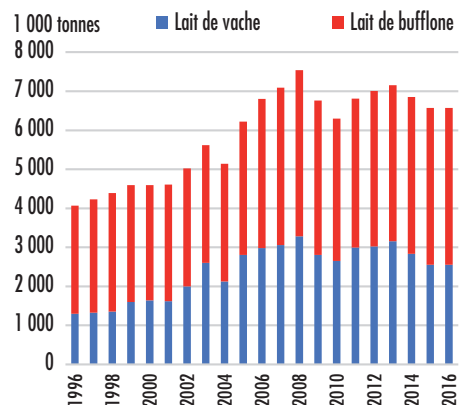


Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Cniel et ITC Trade Map)

7 MÉDITERRANÉE ÉGYPTÉ, DEMANDE CROISSANTE PERTURBÉE PAR UNE CRISE MONÉTAIRE

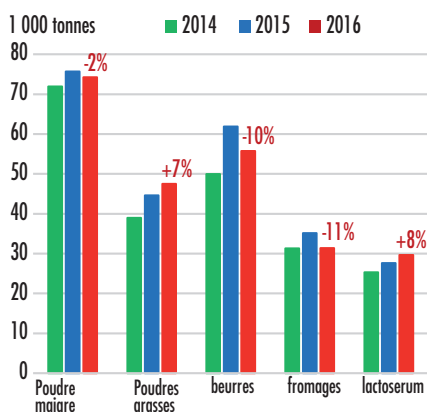


PRODUCTION LAITIÈRE EN ÉGYPTÉ



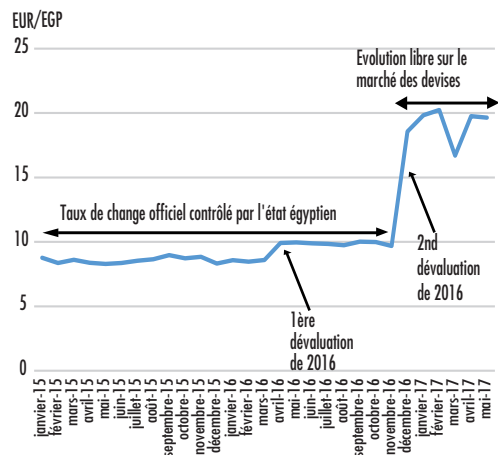
Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Université de Tanta et estimations

IMPORTATIONS ÉGYPTIENNES DE PRODUITS LAITIERS



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après ITC (Trade Map)

TAUX DE CHANGE DE L'EURO SUR LA LIVRE ÉGYPTIENNE



Source: GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne

L'Égypte est le pays le plus peuplé du bassin méditerranéen, dont l'approvisionnement dépend fortement des importations pour satisfaire la demande alimentaire d'une population croissante mais au pouvoir d'achat limité. Les importations sont restées à un niveau élevé en 2016, mais seront perturbées par la crise de la monnaie locale en 2017.

Des leaders qui tentent de structurer le secteur

Depuis 2005, la production laitière égyptienne oscillerait entre 6,5 et 7,5 milliards de litres selon l'université de Tanta dont 55 à 60% seraient produits par des bufflonnes. La production reste largement vivrière : 80% des vaches sont élevées dans des troupeaux d'une à deux laitières et selon les sources, seule une faible part (15% à 30%) de la production laitière est collectée.

À l'inverse de la production, le maillon transformation est très concentré : en 2015 les 3 leaders transformaient 79% de la collecte nationale dont 56% à Juhayna, le numéro 1. Réunis en association, les principaux transformateurs affichent leur volonté d'augmenter la part de la production collectée avec l'objectif d'atteindre les 80% à l'horizon 2020.

Le ralentissement des importations devrait se confirmer

La consommation apparente des Égyptiens, estimée à 84 litres équivalent lait en 2016, est couverte entre 18 et 20% par des produits importés. L'Égypte a importé en 2016 principalement de la poudre maigre (74 000 tonnes, -2% /2015), du beurre (56 000 tonnes, -10% /2015) et des poudres grasses (48 000 tonnes, +7% /2015). Ses principaux fournisseurs sont l'UE, avec 58% des volumes de poudre maigre et 62% des fromages en 2016, et la Nouvelle-Zélande qui a fourni 86% des poudres grasses et 62% du beurre. En 2015, l'ensemble des importations avaient progressé, grâce à la dépréciation des cours mondiaux des commodités, alors qu'en 2016 seules les poudres grasses et de lactosérum ont progressé. En somme les importations tous produits ont reculé de 5% à 1,6 million de tonnes équivalent lait en 2016.

Un tel recul n'est pas surprenant après le bond des importations en 2015 (+15% /2014 en équivalent lait), mais il devrait s'accroître en 2017. L'Égypte traverse depuis 2016 une importante crise monétaire, qui a entraîné en novembre une dévaluation majeure de la livre égyptienne (LE) et l'abandon de la fixation officielle du taux de change. Ces 2 décisions ont provoqué une perte soudaine de valeur de la LE de plus de 50% sur l'euro et le dollar, et de nombreux soubresauts depuis. Cette situation met en difficulté les importateurs qui peinent à acquérir les devises internationales nécessaires à leurs approvisionnements et le consommateur qui voit exploser les prix des produits importés.

En parallèle les effets positifs de la dévaluation de la monnaie ne se feront ressentir qu'à moyen terme. Elle devrait profiter aux exportations, notamment de fromages vers les pays du golfe (en 2016 : 68 000 tonnes, +5% /2015) si toutefois l'inflation sur les produits importés ne paralyse pas l'économie.

Intervention de l'État sur les produits sensibles

La politique très interventionniste de l'État égyptien sur l'accès aux produits de base (alimentation et énergie) devrait toutefois limiter la chute des importations. Par exemple il fournit pour chaque enfant un quota de boîtes de lait infantile subventionné (95 % ou 75% selon la situation de chaque famille) dans un pays où naissent chaque année environ 2 millions d'enfants.

DOSSIER
MARCHÉ MONDIAL

PRODUITS
LAITIERS

Année 2016
Perspectives 2017
N° 480 - Juin 2017
18 €

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES
DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE
(GEB)

Dossier marché mondial viande bovine 2016. Perspectives 2017. N° 479 - Mai 2017

Dossier annuel Ovins 2017
Perspectives 2017. N° 478 - Avril 2017

Dossier annuel Caprins 2016
Perspectives 2017. N° 477 - Mars 2017

Dossier annuel Bovins lait 2016
Perspectives 2017. N° 476 - Février 2017

Dossier annuel Bovins viande 2016
Perspectives 2017. N° 475 - Janvier 2017

Contrats laitiers : État des lieux en 2016.
N° 474 - Décembre 2016

La filière viande en Chine.
N° 473 - Novembre 2016

La filière laitière aux États-Unis.
N° 472 - Octobre 2016

Pologne, le jeune bovin conquérant.
N° 471 - Septembre 2016

Où va l'agneau ? Quels produits pour quels marchés ? N° 470 - Juillet-Août 2016

